



# Direction des comités du Sénat

## Rapport annuel des activités et des dépenses

2014-2015





## ***Message du greffier principal de la Direction des comités***



Les comités sont au cœur même de l'examen législatif et politique du Sénat, et tous les ans, plus d'un millier de Canadiens et de Canadiennes y contribuent en comparaisant comme témoins. D'autres Canadiens et Canadiennes suivent les travaux des comités en visionnant les émissions Web ou les diffusions sur CPAC, ou en lisant les nombreux documents des comités sur le site Web du Parlement, notamment les transcriptions des réunions, les procès-verbaux et les rapports. Les sénateurs consacrent énormément de temps aux comités, même lorsque le Sénat ne siège pas, et la Direction des comités est très fière de fournir le soutien administratif et procédural dont les comités ont besoin pour atteindre leurs objectifs.

Les niveaux d'activités en 2014-2015 sont représentatifs d'un exercice financier sans interruption parlementaire, sous forme de prorogation ou de dissolution. Comme en témoigne le nombre de réunions tenues, de témoins entendus ou d'heures passées en réunion ou en missions d'étude, les sénateurs et leurs comités ont été très occupés, atteignant ou dépassant les sommets des cinq dernières années. Comme le montrent les résumés des activités de chaque comité inclus dans le présent rapport annuel, les comités ont complété une grande quantité de travail très utile au cours de 2014-2015.

La première phase d'Iris, un projet pluriannuel visant à remplacer les anciens systèmes qui sous-tendent les travaux du Sénat et de ses comités, a été lancée en octobre 2014. Iris vise à créer un seul système cohérent permettant d'enregistrer, de suivre et de partager l'information sur les sénateurs et ce qu'ils accomplissent au Sénat et en comité. Étant donné que ce système est axé sur leur travail, le personnel de la Direction des comités a travaillé d'arrache-pied dans les mois précédant le lancement afin de veiller à ce que le nouveau système ne comporte aucun bogue et à ce que les utilisateurs sachent comment bien l'utiliser. Je me fais le porte-parole de tous les employés de la Direction lorsque je dis que nous sommes très fiers de soutenir le travail important et précieux accompli par les comités sénatoriaux dans l'étude des projets de loi, l'élaboration des politiques publiques et l'amélioration de la vie de tous les Canadiens.

Sur une note personnelle, je tiens à reconnaître l'excellent travail de ma prédécesseure, Heather Lank, que j'ai remplacée comme greffier principal à la fin de l'exercice dernier. Pendant plus de 15 ans, M<sup>me</sup> Lank a dirigé et encadré avec brio la Direction. Elle a laissé derrière elle une organisation bien structurée qui répond aux besoins des sénateurs et de leurs comités. Elle a su mettre en place des processus et mécanismes de surveillance financière solides, des méthodes de gestion des documents remarquables et des services de prestation de conseils éclairés en matière de procédure. Son ancienne équipe à la Direction des comités et moi lui souhaitons beaucoup de succès dans ses nouvelles fonctions au Bureau de la procédure et des travaux de la Chambre.

Blair Armitage  
Greffier principal

## Énoncé de mission

En tant qu'institution du Parlement du Canada, le Sénat du Canada fait partie intégrante du processus législatif fédéral. Afin de s'acquitter de son rôle législatif, le Sénat a constitué un certain nombre de comités chargés d'examiner les projets de loi et les budgets des dépenses, et de mener des études spéciales sur divers sujets. La Direction des comités du Sénat offre un soutien administratif aux comités, les conseille sur la procédure parlementaire et leur fournit de l'information pour les aider à accomplir leurs tâches et à atteindre leurs objectifs. Pour remplir son mandat, la direction estime qu'elle doit :

- ✧ offrir un service de qualité supérieure à tous les sénateurs siégeant au sein des comités;
- ✧ faire preuve de courtoisie, de professionnalisme et d'objectivité dans l'exercice de ses fonctions;
- ✧ respecter le principe de la confidentialité dans son travail avec les sénateurs et les comités;
- ✧ contribuer à améliorer l'image de marque du Parlement en général et du Sénat en particulier;
- ✧ observer le Règlement, les règles et les politiques du Sénat;
- ✧ veiller au perfectionnement de ses ressources humaines;
- ✧ encourager l'innovation afin d'améliorer son propre fonctionnement.

## ***Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien 2014-2015***

Blair Armitage (depuis mars 2015)  
Heather Lank (jusqu'en mars 2015)  
Greffier principal

Brigitte Martineau  
Adjointe administrative

Catherine Piccinin  
Greffière principale adjointe

Debbie Larocque  
Adjointe administrative

### Greffiers des comités

Shaila Anwar  
Daniel Charbonneau  
Lynn Gordon  
Keli Hogan (depuis mars 2015)  
Maxwell Hollins  
Danielle Labonté  
(de novembre 2014 à mars 2015)  
Mark Palmer  
Kevin Pittman  
Barbara Reynolds (jusqu'en novembre 2014)  
Jessica Richardson  
Josée Thérien  
Adam Thompson  
Jodi Turner  
Marcy Zlotnick

### Adjoints administratifs

Tracy Amendola  
Lyne Héroux  
Kathleen Ippersiel (depuis août 2014) \*  
Maritza Jean-Pierre  
Louise Martel  
Diane McMartin  
Lori Meldrum  
Mélanie Moore (depuis octobre 2014)  
Monique Régimbald  
Anita Vinette

### Greffiers législatifs

Matthieu Boulianne (jusqu'en mars 2015)  
Chantal Cardinal (depuis mars 2015)  
Artour Sogomonian (depuis septembre 2014)

### Coordonnateur des statistiques

Sylvie Trudeau

### Analyste des systèmes de gestion

Ferda Simpson (depuis août 2014) \*

\*Postes transférés à la Direction des comités en août 2014.



## Table des matières

Message du greffier principal de la Direction des comités .....	i
Énoncé de mission .....	ii
Greffiers, adjoints administratifs et personnel de soutien .....	iii

### **Partie I – Renseignements généraux**

Aperçu des dépenses et des activités .....	3
Faits saillants des rapports sur les études spéciales .....	8

### **Partie II – Profils des comités**

Affaires étrangères et commerce international .....	13
Affaires juridiques et constitutionnelles .....	16
Affaires sociales, sciences et technologie .....	21
Agriculture et forêts.....	26
Banques et commerce .....	29
Conflits d'intérêts des sénateurs.....	33
Droits de la personne.....	36
Énergie, environnement et ressources naturelles .....	39
Finances nationales .....	42
Langues officielles .....	46
Pêches et océans.....	49
Peuples autochtones .....	52
Régie interne, budgets et administration .....	55
Règlement, procédure et droits du Parlement .....	58
Sécurité nationale et défense .....	61
Sous-comité des anciens combattants.....	65
Sélection.....	68
Transports et communications.....	70
Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement.....	73
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation .....	75

### **Partie III – Dépenses des comités**

Rapport détaillé sur les dépenses des comités.....	77
Rapport des budgets et des dépenses des comités.....	78
Ventilation des dépenses des témoins .....	82





## Partie I – Renseignements généraux

### Aperçu des dépenses et des activités

#### Dépenses de fonctionnement \*

Au cours de l'exercice 2014-2015, la direction a fourni des services de soutien (services administratifs, questions de procédure, informations et autres) aux différents comités sénatoriaux, soit :

- ✧ 15 comités permanents (et 1 sous-comité),
- ✧ 2 comités mixtes permanents (composés de membres du Sénat et de la Chambre des communes),
- ✧ le Comité de sélection.

Les articles 12-3, 12-6 et 12-7 du *Règlement du Sénat* régissent la taille et les champs d'étude des comités, ainsi que le nombre de membres requis pour qu'il y ait quorum.

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration et le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement sont administrés par l'entremise d'autres bureaux.

<b>Direction des comités</b>	
31,8 postes équivalents temps plein (ETP)	
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	
Direction :	<b>2 332 441 \$</b>
Comités :	<b>866 924 \$</b>
Témoins :	<b>404 067 \$</b>
Autres :	<b>139 504 \$</b>

#### Activités des comités

Au Sénat, une grande partie du travail s'accomplit au sein des comités. En moyenne, ceux-ci étudient plus de 50 projets de loi et se lancent dans une cinquantaine d'études spéciales chaque année. Les comités doivent respecter le *Règlement du Sénat* et le *Règlement administratif du Sénat*, mais ils entreprennent, organisent et réalisent leurs travaux de manière bien différente. Par ailleurs, certains comités se penchent quasi exclusivement sur des projets de loi, tandis que d'autres se consacrent surtout à des études spéciales.

\* Toutes les données contenues dans ce rapport proviennent des *Journaux du Sénat*, des procès-verbaux des comités sénatoriaux et des dossiers de la Direction des finances et de l'approvisionnement du Sénat.

## Activités des comités

Voici une comparaison entre les activités de tous les comités sénatoriaux par exercice depuis 2010-2011 :

Indicateurs	2014-2015	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	Moyenne sur 5 ans
Réunions	586	422	513	401	591	502,6
Rapports	126	119	108	80	125	111,6
Heures en comité	937,8	637,8	815,8	702,4	1 060,2	830,8
Témoins	2 116	1 277	1 760	1 334	1 887	1 674,8
Projets de loi	71	44	47	21	58	48,2
Nombre d'heures d'information	287,7	134,7	243,5	161	275,8	220,5
Études préalables ou études de l'objet des projets de loi	18	10	15	2	1	9,2
Études spéciales entreprises	57	85	63	41	54	60
Déplacements	19	8	18	8	18	14,2

Le tableau ci-dessous illustre les différents ordres de renvoi que les comités sénatoriaux ont reçus au cours de l'exercice 2014-2015.

Ordres de renvoi	Nombre de réunions	% du total des réunions	Nombre d'heures	% du total des heures
Projets de loi et leur objet	220	37,5	338,9	36,1
Études spéciales	301	51,4	525,8	56,1
Comités permanents (Régie interne, Règlement, Conflits d'intérêts, Sélection, Examen de la réglementation, Bibliothèque)	65	11,1	73,1	7,8
<b>Total</b>	<b>586</b>	<b>100</b>	<b>937,8</b>	<b>100</b>

## Consultations

Chaque année, les comités se déplacent pour recueillir des témoignages aux échelons local et régional. Ils tiennent des réunions publiques officielles un peu partout au Canada et effectuent également des missions d'étude à caractère moins officiel au pays et à l'étranger. Ces déplacements permettent aux sénateurs de se familiariser avec les sujets qu'ils étudient et de recevoir des témoignages et de l'information qu'il leur serait impossible d'obtenir en restant à Ottawa.

Quand les comités se rendent à l'étranger pour se documenter, ils sont en mission d'information, ce qui veut dire que leurs délibérations ne sont pas considérées comme officielles et qu'aucune transcription de celles-ci n'est publiée. Cependant, l'information recueillie demeure précieuse et peut servir à la rédaction de leurs rapports.

**Affaires étrangères et commerce international** (Étude sur les conditions de sécurité et les faits nouveaux en matière d'économie dans la région Asie-Pacifique)

Mission d'étude

- ✧ Indonésie et Singapour (du 20 au 28 février 2015)

**Agriculture et forêts** (Étude sur la santé des abeilles)

Missions d'étude

- ✧ Washington, D.C., États-Unis (du 26 au 28 janvier 2015)
- ✧ Bath et Morrisburg, Ontario (7 novembre 2014)

**Banques et commerce** (Étude sur l'utilisation de la monnaie numérique)

Mission d'étude

- ✧ New York, État de New York, États-Unis (du 2 au 4 février 2015)

**Énergie, environnement et ressources naturelles** (Étude sur le développement des énergies renouvelables et non renouvelables dans les trois territoires du Nord canadien)

Mission d'étude

- ✧ Iqaluit, Kimmirut et Rankin Inlet (Nunavut); Yellowknife et Whiti (Territoires du Nord-Ouest); Whitehorse (Yukon); Atlin (Colombie-Britannique) (du 9 au 16 mai 2014)

**Pêches et océans** (Étude sur l'aquaculture)

Audiences publiques et missions d'étude

- ✧ St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador (du 19 au 21 février 2015)
- ✧ Moncton, Pennfield, baie Back, St. Andrews et Johnston Point (Nouveau-Brunswick); Victoria, Charlottetown et Orwell Cove (Île-du-Prince-Édouard); Newport et Gaspé (Québec) (du 16 au 21 novembre 2014)
- ✧ Édimbourg, Perth, Fort William et la région, Loch Fyne (Écosse); Oslo et Bergen (Norvège) (du 20 au 27 septembre 2014)
- ✧ St Alban's, Pool's Cove, Harbour Breton et Gander (Terre-Neuve-et-Labrador); Halifax, Bayswater et Centre Burlington (Nouvelle-Écosse) (du 25 au 30 mai 2014)

**Peuples autochtones** (Étude sur l'infrastructure dans les réserves)

Audiences publiques et missions d'étude

- ✧ Maniwaki (Québec) (27 octobre 2014)
- ✧ Victoria, Nanaimo, Campbell River, Osoyoos, Kamloops et Vancouver (Colombie-Britannique) (du 5 au 10 octobre 2014)
- ✧ Thunder Bay, Première Nation de Sandy Lake, Big Trout Lake, Inninuwig, Heron Bay, Sudbury, Naughton, Hamilton et bande des Six Nations de Grand River (Ontario) (du 15 au 19 septembre 2014)
- ✧ Sydney et Halifax (Nouvelle-Écosse) (du 21 au 23 mai 2014)

**Sécurité nationale et défense**

Étude sur les menaces à la sécurité nationale – Mission d'étude

- ✧ Toronto (Ontario) (du 25 au 27 mars 2015)

Étude sur l'Agence des services frontaliers du Canada – Mission d'étude

- ✧ Ottawa (Ontario) (22 septembre 2014)

## **Transports et communications** (Étude des défis que doit relever la Société Radio-Canada)

### Audiences publiques et missions d'étude

- ✧ Londres (Royaume-Uni) (du 8 au 13 février 2015)
- ✧ Montréal (Québec) (5 et 6 novembre 2014)
- ✧ Toronto (Ontario) (du 26 au 28 octobre 2014)
- ✧ Québec (Québec); Halifax (Nouvelle-Écosse) (du 19 au 23 octobre 2014)

## **Site Web parlementaire**

La Direction des comités réévalue à intervalles réguliers sa présence sur le site Web parlementaire ([www.parl.gc.ca](http://www.parl.gc.ca)) pour en confirmer la convivialité et l'utilité de l'information. Elle évalue l'efficacité de ce média pour donner aux Canadiens accès aux travaux des comités du Sénat.

Tous les rapports, communiqués et documents pertinents des comités sont convertis en format HTML ou PDF ou encore dans les deux formats, et sont publiés sur le site Web. L'information sur les comités sénatoriaux, notamment la date, l'heure et le lieu des réunions, les témoins attendus, les fréquences radio et si la réunion sera webdiffusée ou enregistrée en vidéo pour diffusion sur la chaîne CPAC, est régulièrement mise à jour. Cette information est également rendue publique au moyen du compte Twitter du Sénat ([@SenatCA](https://twitter.com/SenatCA) en français et [@SenateCA](https://twitter.com/SenateCA) en anglais). De plus, les publications clés de la Direction telles que le Rapport annuel, *Introduction aux comités sénatoriaux*, la *Foire aux questions* et le *Guide de participation à une étude par un comité du Sénat* sont également disponibles en ligne.

## **Rapports sur les études spéciales : contribution à l'élaboration des politiques de l'État**

Voici la liste des principaux rapports de 2014-2015, par comité. Le lecteur trouvera dans les pages qui suivent un résumé de chaque rapport.

### **Affaires sociales, sciences et technologie**

- ✧ *Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Les conséquences involontaires* (octobre 2014)
- ✧ *Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Rapport final* (mars 2015)

### **Agriculture et forêts**

- ✧ *L'innovation agricole : Un élément clé pour nourrir une population en pleine croissance* (juin 2014)

### **Droits de la personne**

- ✧ *Les femmes, la paix et la sécurité : Le Canada agit pour renforcer la participation des femmes* (juin 2014)

### **Énergie, environnement et ressources naturelles**

- ✧ *Creuser en toute sécurité : Les systèmes d'appels uniques et la prévention des dommages aux infrastructures souterraines du Canada* (décembre 2014)

**Langues officielles**

- ✦ *Les obligations linguistiques de CBC/Radio-Canada – Les communautés veulent se voir et s’entendre d’un océan à l’autre!* (avril 2014)
- ✦ *Saisir l’occasion : Le rôle des communautés dans un système d’immigration en constante évolution* (décembre 2014)

**Peuples autochtones**

- ✦ *La situation du logement dans les Premières Nations : Défis et réussites* (février 2015)

**Sécurité nationale et défense**

- ✦ *La transition à la vie civile des anciens combattants* (juin 2014)
- ✦ *Le Canada et la défense antimissiles balistiques : S’adapter à l’évolution du contexte de menace* (juin 2014)

## Faits saillants des rapports sur les études spéciales

### **Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie**

#### ***Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Les conséquences involontaires***

(Quinzième rapport [final] déposé au Sénat le 21 octobre 2014  
Document parlementaire n° 2/41-897S)

La quatrième phase de l'étude sur les conséquences involontaires découlant de l'usage de produits pharmaceutiques a été réalisée entre janvier et avril 2014, période durant laquelle le comité a tenu 17 réunions et recueilli les témoignages de 36 organismes et personnes. Le rapport intitulé *Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Les conséquences involontaires* a été déposé en octobre 2014 et contient 30 recommandations. Le rapport préconise notamment que le gouvernement fédéral joue un plus grand rôle dans le traitement des problématiques suivantes : abus et mauvais usage de médicaments d'ordonnance, ainsi qu'accoutumance à ces médicaments; résistance aux antibiotiques; médicaments contrefaits et non conformes aux normes; pénuries de médicaments; préoccupations environnementales; surconsommation et effets indésirables de certains médicaments. Le rapport réaffirme également les recommandations relatives à la création de dossiers médicaux électroniques, de dossiers de santé électroniques et du système électronique de saisie des données sur les produits pharmaceutiques délivrés sur ordonnance, qui figurent dans les rapports du comité sur les trois phases précédentes de l'étude.

#### ***Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Rapport final***

(Dix-huitième rapport [final] déposé au Sénat le 10 mars 2015  
Document parlementaire n° 2/41-1069S)

Le rapport final de l'étude sur les produits pharmaceutiques donne un aperçu de la réglementation applicable aux médicaments au Canada ainsi qu'un résumé des conclusions qu'a tirées le comité au terme de son étude en quatre phases. En outre, il fait état de quelques-unes des réflexions formulées en table ronde, et renferme des compléments d'information utiles sur diverses questions traitées par le comité durant l'étude qui s'est déroulée sur plusieurs années. Le rapport final ne contient cependant aucune recommandation.

### **Comité permanent de l'agriculture et des forêts**

#### ***L'innovation agricole : Un élément clé pour nourrir une population en pleine croissance***

(Sixième rapport [final] déposé au Sénat le 18 juin 2014  
Document parlementaire n° 2/41-586S)

Les agriculteurs canadiens sont des gens laborieux et inventifs. Ensemble, ils sont capables de produire 2,5 fois ce que les Canadiens consomment, mais ce n'est pas suffisant. En effet, les Nations Unies prévoient que d'ici 2050, il y aura neuf milliards de personnes à nourrir dans le monde, et le Canada a un rôle important à jouer pour que ce soit possible. À la lumière de ces chiffres frappants, le Comité permanent de l'agriculture et des forêts a jugé important d'entreprendre une étude sur les efforts déployés en matière de recherche et d'innovation dans le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Le résultat final de ce travail est le rapport intitulé *L'innovation agricole : Un élément clé pour nourrir une population en pleine croissance*.

Le rapport comporte 3 volets et renferme 19 recommandations. D'abord, il s'intéresse à l'évolution constante du secteur, de même qu'à la capacité d'adaptation des intervenants. Ensuite, il montre la valeur de l'innovation et sa nécessité pour atteindre les résultats souhaités. Enfin, il insiste sur l'importance de continuer à faire preuve d'inventivité et d'être ouvert aux idées nouvelles.

Le comité a commencé son étude en novembre 2013; il a entendu plus de 170 témoins et effectué des missions d'information dans toutes les provinces, ce qui lui a permis de mieux comprendre les points de vue des différents intervenants du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire avant de déposer son rapport en juin 2014.

### **Comité permanent des droits de la personne**

#### ***Les femmes, la paix et la sécurité : Le Canada agit pour renforcer la participation des femmes***

(Septième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 19 juin 2014

Document parlementaire n° 2/41-590S)

Dans son septième rapport, le Comité permanent des droits de la personne fait état de sa réunion de suivi du 24 mars 2014 concernant le Plan d'action du Canada pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que des résolutions connexes 1820 (2008), 1888 (2009) et 1889 (2009), 1960 (2010), 2106 (2013) et 2122 (2013). Après avoir entendu les témoignages de représentants du gouvernement du Canada, d'ONU Femmes et de diverses organisations de la société civile, le comité a fait observer qu'une plus grande consultation de la société civile, la détermination de priorités et de points de référence et plus d'analyses serviraient les futurs rapports d'étape gouvernementaux sur la résolution 1325 et ses modifications subséquentes. Dans son rapport, le comité exprime également ses inquiétudes au sujet du nombre de programmes du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement dont l'analyse comparative entre les sexes est insuffisante, ainsi que du peu de femmes déployées dans des opérations de maintien de la paix.

### **Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles**

#### ***Creuser en toute sécurité : Les systèmes d'appels uniques et la prévention des dommages aux infrastructures souterraines du Canada***

(Neuvième rapport [final] déposé au Sénat le 3 décembre 2014

Document parlementaire n° 2/41-985S)

S'appuyant sur les témoignages de 15 représentants d'associations de services publics et de construction, d'organismes de réglementation, de centres d'appels uniques et des alliances Common Ground du Canada et des États-Unis, le comité a produit le rapport intitulé *Creuser en toute sécurité : Les systèmes d'appels uniques et la prévention des dommages aux infrastructures souterraines du Canada*. Le rapport comprend quatre recommandations au gouvernement fédéral afin d'améliorer la sécurité publique et la sécurité des travailleurs et pour prévenir les bris d'infrastructures souterraines au Canada.

## **Comité permanent des langues officielles**

### ***Les obligations linguistiques de CBC/Radio-Canada – Les communautés veulent se voir et s'entendre d'un océan à l'autre!***

(Troisième rapport [final] déposé au Sénat le 8 avril 2014

Document parlementaire n° 2/41-447S)

Depuis la dernière session, le Comité permanent des langues officielles s'est investi dans une étude sur les obligations de CBC/Radio-Canada en vertu de la *Loi sur les langues officielles* et de la *Loi sur la radiodiffusion*. C'était la première fois qu'un comité du Sénat examinait en profondeur le rôle clé que joue ce radiodiffuseur dans la promotion de la dualité linguistique canadienne et le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Dans son rapport, le comité présente 12 recommandations à l'intention de CBC/Radio-Canada et du gouvernement fédéral sur des questions allant de l'offre de services en français et en anglais sur l'ensemble du réseau jusqu'au reflet accru de la diversité régionale, en passant par la qualité équivalente de la couverture pour chaque service. Le comité insiste aussi grandement sur le fait que CBC/Radio-Canada doit prendre en compte les besoins des communautés dans son processus décisionnel, ses mécanismes de consultation et sa programmation.

### ***Saisir l'occasion : Le rôle des communautés dans un système d'immigration en constante évolution***

(Quatrième rapport [final] déposé au Sénat le 2 décembre 2014

Document parlementaire n° 2/41-981S)

Ces dernières années, le gouvernement fédéral s'est activé à prendre diverses mesures pour rendre le système d'immigration plus efficace et productif. À la lumière de ces nouvelles initiatives, le comité a réalisé une étude pour mesurer les impacts de ces changements sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Durant les audiences du comité, les témoins ont insisté sur quatre grands points. Premièrement, ils ont rappelé qu'intervenir auprès des immigrants dès leur arrivée et mieux les intégrer au marché de l'emploi est bon à la fois pour ces nouveaux arrivants et pour les employeurs. Deuxièmement, ils ont fait observer que les communautés linguistiques en situation minoritaire doivent passer d'un rôle réactif à un rôle proactif en attirant de nouveaux immigrants. Troisièmement, ils ont indiqué qu'il est clairement démontré que l'apprentissage des langues officielles améliore grandement la participation active des nouveaux arrivants à la vie sociale canadienne. Et quatrièmement, ils ont parlé de la nécessité d'atteindre les cibles fédérales d'immigration francophone dans les provinces à majorité anglophone.

L'idée maîtresse qui est ressortie des audiences publiques et qui est reprise dans le rapport et ses recommandations, c'est que les communautés doivent saisir les occasions qui se présentent à elles dans un système d'immigration en constante évolution.

## **Comité permanent des peuples autochtones**

### ***La situation du logement dans les Premières Nations : Défis et réussites***

(Huitième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 17 février 2015

Document parlementaire n° 2/41-1052S)

Dans le cadre de la première phase de son étude sur les infrastructures, le comité s'est concentré sur le logement dans les réserves. Dans son rapport provisoire, le comité décrit quelques-unes des grandes difficultés en matière de logement et met en lumière les pratiques novatrices qui ont aidé certaines Premières Nations à combler leurs besoins en matière de logement. Bien qu'il ne renferme aucune



recommandation, le rapport provisoire jette les bases qui permettront d'exposer les problèmes et les solutions dans le rapport final sur la question.

### **Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense**

#### ***La transition à la vie civile des anciens combattants***

(Huitième rapport [provisoire] déposé au Sénat le 4 juin 2014

Document parlementaire n° 2/41-532S)

Ce rapport, déposé au Sénat en juin 2014, présente les initiatives mises en œuvre par les secteurs public et privé afin d'aider les membres des Forces armées canadiennes et les anciens combattants libérés à décrocher des emplois intéressants pendant et après leur transition vers la vie civile. Le rapport porte sur certains problèmes soulevés par les témoins et suggère des moyens – sous la forme de 14 recommandations – pour faciliter la transition à la vie civile pour les anciens combattants. Les recommandations sont regroupées en six catégories :

1. les besoins en matière de recherche;
2. les solutions pour renforcer les programmes et services de transition du ministère de la Défense nationale;
3. les solutions pour renforcer les programmes et les services de transition du ministère des Anciens Combattants;
4. les moyens d'améliorer la transition à la vie civile des militaires malades ou blessés;
5. la coordination des initiatives des secteurs public et privé, ainsi que d'organisations non gouvernementales en matière de transition;
6. les solutions pour augmenter les possibilités d'emploi d'anciens combattants dans le secteur privé.

Le rapport comprend aussi deux annexes, qui donnent un aperçu détaillé des programmes et des services de transition offerts par les ministères fédéraux, les organismes non gouvernementaux et les intervenants du secteur privé.

#### ***Le Canada et la défense antimissiles balistiques : S'adapter à l'évolution du contexte de menace***

(Dixième rapport [final] déposé au Sénat le 16 juin 2014

Document parlementaire n° 2/41-577S)

En 2004, le gouvernement du Canada a écrit au gouvernement des États-Unis afin de manifester son intérêt à prendre part au programme de défense antimissiles balistiques (DAB). Le Canada avait convenu d'être un participant par défaut à la DAB en acceptant que les renseignements d'avertissement recueillis par le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD) soient utilisés dans le cadre du programme de DAB.

Le 24 février 2005, le gouvernement a annoncé, à la Chambre des communes, qu'il ne prendrait pas part au programme de DAB des États-Unis.

Afin de mieux évaluer les répercussions de cette décision et de déterminer si cette position sert aujourd'hui les intérêts du Canada en matière de sécurité et de politique étrangère, le comité a entendu des témoignages d'experts sur l'évolution du contexte de menace depuis 2005; sur l'état actuel des efforts de DAB aux États-Unis; sur la manière dont la politique du Canada en matière de DAB s'harmonise aux engagements pris dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et aux

partenariats de défense et de sécurité plus généraux avec les États-Unis; et sur les occasions potentielles qui se présenteraient si le Canada décidait de participer dans une plus grande mesure à la DAB.

Le comité a recommandé à l'unanimité que le gouvernement du Canada conclue un accord avec les États-Unis pour participer, comme partenaire, à la défense antimissiles balistiques.

## Partie II – Profils des comités

### Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

#### A. Renseignements généraux

Durant l'exercice, le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international a consacré une bonne partie de ses travaux aux études spéciales, notamment à son étude sur les conditions de sécurité et les faits nouveaux en matière d'économie dans la région Asie-Pacifique. Il a tenu de nombreuses audiences et a décidé de se concentrer sur quatre pays : la Birmanie, l'Indonésie, les Philippines et Singapour. À l'appui de son étude, le comité s'est rendu en Indonésie et à Singapour à l'hiver 2015. Le comité a également consacré plusieurs de ses réunions à l'étude du potentiel d'accroissement du commerce et des investissements entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

En plus des travaux accomplis dans le cadre de son étude spéciale, le comité a examiné trois projets de loi (C-20, C-41 et C-6), ainsi que la teneur des éléments de la section 15 de la partie 4 du projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures.

#### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N° de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Étude sur les conditions de sécurité et les faits nouveaux en matière d'économie dans la région Asie-Pacifique	2014-05-01	-	Budget
Cinquième	Projet de loi C-20 (Loi sur la croissance économique et la prospérité – Canada-Honduras)	2014-06-13	6	Projet de loi adopté sans amendement

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Sixième	Réponse du gouvernement au deuxième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international	2014-09-30	-	Examen
Septième	Projet de loi C-6 (Loi interdisant les armes à sous-munitions)	2014-10-30	9	Projet de loi adopté sans amendement
Huitième	Teneur des éléments de la section 15 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-11-19	2	Section 15 de la partie 4 du projet de loi C-43 adoptée sans amendement
Neuvième	Projet de loi C-41 (Loi sur la croissance économique et la prospérité – Canada-Corée)	2014-11-20	17	Projet de loi adopté sans amendement

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	40	50,9	30	125	6
2013-2014	29	38,2	-	77	5
2012-2013	32	45,2	36,2	93	9
2011-2012	23	30,9	66	57	2
2010-2011	31	44,5	37,8	59	8

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	112 238 \$
Dépenses des témoins	<u>12 195 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>124 433 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Percy E. Downe (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Atallahjan, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Dawson, Demers, Downe, Fortin-Duplessis, Housakos, Johnson, Oh, Robichaud, C.P., Smith, C.P. (*Cobourg*) et Verner, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Beyak, Cordy, Cowan, Eaton, Greene, Jaffer, MacDonald, Maltais, Manning, Martin, Moore, Patterson, Plett, Poirier Raine, Rivard, Tannas, Tkachuk, Wallace et Wells

Greffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Brian Hermon et Natalie Mychajlyszyn (Bibliothèque du Parlement)  
Lori Meldrum (adjoindte administrative)

## Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles

### A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des affaires juridiques et constitutionnelles est depuis toujours l'un des comités les plus occupés du Sénat. La majeure partie de son travail consiste à étudier des mesures législatives, mais il entreprend parfois des études spéciales approfondies sur des questions qui relèvent de son mandat.

Au cours du présent exercice, le comité a étudié, en vue d'en faire rapport, sept projets de loi émanant du gouvernement, un projet de loi d'intérêt public émanant du Sénat et huit projets de loi émanant d'un député. Le comité a aussi étudié certaines parties de deux projets de loi d'exécution du budget, puis en a fait rapport; il a aussi étudié la teneur de deux projets de loi du gouvernement.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Projet de loi S-2 (Loi sur l'incorporation par renvoi dans les règlements)	2014-04-03	2	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Sixième	Teneur du projet de loi C-23 (Loi sur l'intégrité des élections)	2014-04-15	27	Examen
Septième	Projet de loi C-444 (Loi modifiant le Code criminel – fausse représentation à titre d'agent de la paix ou de fonctionnaire public)	2014-05-08	5	Projet de loi adopté sans amendement
Huitième	Teneur des éléments de la section 5 de la partie 6 du projet de loi C-31 (Loi portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-05-13	4	Examen

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Neuvième	Projet de loi C-394 (Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur la défense nationale – recrutement : organisations criminelles)	2014-05-29	16	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Dixième	Projet de loi C-23 (Loi sur l'intégrité des élections)	2014-06-05	5	Projet de loi adopté sans amendement
Onzième	Projet de loi C-489 (Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition – conditions imposées aux délinquants)	2014-06-12	6	Projet de loi adopté sans amendement
Douzième	Projet de loi C-37 (Loi de 2014 sur les changements de noms de circonscriptions)	2014-06-16	2	Projet de loi adopté sans amendement
Treizième	Projet de loi S-221 (Loi modifiant le Code criminel – voies de fait contre un conducteur de véhicule de transport en commun)	2014-06-19	8	Projet de loi adopté sans amendement
Quatorzième	Projet de loi C-10 (Loi modifiant le Code criminel – contrebande de tabac)	2014-09-25	18	Projet de loi adopté sans amendement
Quinzième	Projet de loi C-36 (Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation)	2014-10-30	*59	Projet de loi adopté sans amendement
Seizième	Travaux des comités	2014-10-30	9	Divulgateion non autorisée de documents confidentiels de comités
Dix-septième	Projet de loi C-13 (Loi sur la protection des Canadiens contre la cybercriminalité)	2014-11-27	31	Projet de loi adopté sans amendement

Dix-huitième	Teneur des éléments de la section 4 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-11-27	9	Examen
Dix-neuvième	Propositions visant à corriger des anomalies, contradictions ou erreurs relevées dans les lois du Canada et à y apporter d'autres modifications	2014-11-27	3	Examen
Vingtième	Projet de loi C-483 (Loi modifiant la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition – sortie avec escorte)	2014-12-04	10	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Vingt et unième	Projet de loi C-525 (Loi sur le droit de vote des employés)	2014-12-12	23	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Vingt-deuxième	Projet de loi C-47 (Loi corrective de 2014)	2015-02-19	0	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Vingt-troisième	Projet de loi C-479 (Loi sur l'équité à l'égard des victimes de délinquants violents)	2015-02-19	9	Projet de loi adopté sans amendement
Vingt-quatrième	Projet de loi C-279 (Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne et le Code criminel – identité de genre)	2015-02-26	11	Projet de loi adopté avec 7 amendements
Vingt-cinquième	Projet de loi C-452 (Loi modifiant le Code criminel – exploitation et traite de personnes)	2015-02-26	8	Projet de loi adopté sans amendement



**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	53	104,1	-	269	21
2013-2014	31	56,1	5,2	120	11
2012-2013	40	66,1	-	144	13
2011-2012	38	116,6	-	220	10
2010-2011	51	118,3	-	254	18

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	1 314 \$
Dépenses des témoins	<u>81 782 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>83 096 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur George Baker, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Batters, Boisvenu, Braley, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Dagenais, Frum, Jaffer, Joyal, C.P., McIntyre, Rivest, Runciman et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Bellemare, Beyak, Black, Cordy, Cowan, Doyle, Fraser, Hervieux-Payette, C.P., Lang, LeBreton, C.P., MacDonald, Manning, McCoy, McInnis, Meredith, Mitchell, Mockler, Moore, Munson, Ngo, Patterson, Plett, Raine, Ringuette, Rivard, Tannas, Tkachuk, Unger et Wells

Greffière du comité

Shaila Anwar

Analystes et soutien administratif

Robin Mackay et Julian Walker (Bibliothèque du Parlement)

Tracy Amendola (adjoindte administrative)

## Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie

### **A. Renseignements généraux**

Au printemps 2014, le Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie a conclu ses audiences pour la quatrième phase de son étude concernant les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada, qui porte sur les conséquences involontaires des produits pharmaceutiques délivrés sur ordonnance, et il a déposé son rapport en octobre 2014. Le comité a organisé une dernière table ronde sur son étude en juin 2014 et a déposé son rapport final en mars 2015. Durant cette période, il s'est aussi penché sur la teneur des éléments des sections 11, 17, 20, 27 et 30 de la partie 6 du projet de loi C-31, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget, ainsi que sur la teneur du projet de loi C-24, Loi renforçant la citoyenneté canadienne.

À l'automne 2014, le comité a entrepris son étude spéciale sur l'incidence croissante de l'obésité au Canada, ainsi que sur la teneur des éléments des sections 5, 7, 17, 20 et 24 de la partie 4 du projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget. Il a poursuivi ses audiences concernant son étude sur l'obésité pendant tout l'hiver 2015.

Le comité a aussi étudié les projets de loi suivants durant l'exercice :

- ✦ projet de loi S-213, Loi instituant la Journée Lincoln Alexander;
- ✦ projet de loi S-211, Loi visant à instituer une journée nationale de promotion de la santé et de la condition physique auprès de la population canadienne;
- ✦ projet de loi S-5, Loi modifiant la Loi sur les parcs nationaux du Canada (réserve à vocation de parc national Nááts'ihch'oh du Canada);
- ✦ projet de loi C-24, Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté et d'autres lois en conséquence;
- ✦ projet de loi S-218, Loi instituant la Journée nationale du violon traditionnel;
- ✦ projet de loi C-17, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues;
- ✦ projet de loi C-442, Loi concernant le cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme;
- ✦ projet de loi S-208, Loi constituant la Commission canadienne de la santé mentale et de la justice.

**B. Rapports au Sénat en 2014-2015\***

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Sixième	Projet de loi S-213 (Loi instituant la Journée Lincoln Alexander)	2014-04-03	2	Projet de loi adopté sans amendement
Septième	Étude sur l'incidence croissante de l'obésité au Canada : Ses causes, ses conséquences et les solutions d'avenir	2014-04-08	-	Budget
Huitième	Étude concernant les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada	2014-04-08	-	Budget
Neuvième	Teneur des éléments des sections 11, 17, 20, 27 et 30 de la partie 6 du projet de loi C-31 (Loi portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-05-29	19	Examen
Dixième	Projet de loi S-211 (Loi sur la Journée nationale de la santé et de la condition physique)	2014-06-05	1	Projet de loi adopté sans amendement
Onzième	Projet de loi S-5 (Loi sur la réserve à vocation de parc national Nááts'ihch'oh)	2014-06-05	5	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec une observation
Douzième	Projet de loi C-24 (Loi renforçant la citoyenneté canadienne)	2014-06-18	*21	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Treizième	Projet de loi S-218 (Loi sur la Journée nationale du violon traditionnel)	2014-06-19	5	Projet de loi adopté avec un amendement

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Quatorzième	Projet de loi C-17 (Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues)	2014-10-09	23	Projet de loi adopté sans amendement
Quinzième	Étude concernant les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada	2014-10-21	52	Rapport provisoire intitulé <i>Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Les conséquences involontaires</i>
Quinzième	Étude concernant les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada	2014-10-21	52	Rapport provisoire intitulé <i>Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada : Les conséquences involontaires</i>
Seizième	Teneur des éléments des sections 5, 7, 17, 20 et 24 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-11-27	17	Teneur des éléments des sections 5, 7, 17, 20 et 24 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)
Dix-septième	Projet de loi C-442 (Loi concernant le cadre fédéral relatif à la maladie de Lyme)	2014-12-11	7	Projet de loi adopté sans amendement
Dix-huitième	Étude concernant les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada	2015-03-10	16	Rapport final intitulé <i>Les produits pharmaceutiques sur ordonnance au Canada</i>

\*Nombre de témoins ayant comparu au sujet de l'étude sur la teneur du projet de loi.

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	47	69,2	-	171	13
2013-2014	34	49,8	-	97	11
2012-2013	46	79	-	169	13
2011-2012	32	53,4	-	104	7
2010-2011	54	104,5	1,4	251	16

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	9 459 \$
Dépenses des témoins	<u>55 913 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>65 372 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Kelvin K. Ogilvie (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur Art Eggleton, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Bellemare, \*Carignan, C.P. (ou Martin), Chaput, Cordy, \*Cowan (ou Fraser), Dyck, Eaton, Eggleton, C.P., Enverga, Ogilvie, Segal, Seidman, Seth et Stewart Olsen

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataulhjan, Beyak, Cowan, Demers, Frum, Hubley, Lang, MacDonald, Manning, Merchant, Meredith, Moore, Munson, Nancy Ruth, Ngo, Oh, Patterson, Raine, Smith, C.P. (Cobourg), Tkachuk, Wallace et Wells

Greffière du comité

Jessica Richardson

Analyste et soutien administratif

Sonya Norris (Bibliothèque du Parlement)

Diane McMartin (adjoite administrative)

## Comité permanent de l'agriculture et des forêts

### A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Comité permanent de l'agriculture et des forêts a reçu cinq ordres de renvoi. La proposition relative aux frais d'utilisation de l'Agence canadienne d'inspection des aliments concernant les frais des heures supplémentaires, conformément à la *Loi sur les frais d'utilisation*, a été renvoyée au comité et approuvée. Aussi, le comité a reçu une réponse du gouvernement au sujet de son rapport final sur son ordre de renvoi relatif aux efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole.

Deux mesures législatives ont également été renvoyées au comité : les projets de loi C-30 et C-18, qui ont tous deux fait l'objet de rapports sans amendement, mais avec des observations dans le cas du projet de loi C-30.

Le comité a entrepris son étude sur l'accès aux marchés internationaux pour le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire, et a tenu des audiences publiques à Ottawa.

Le comité a donné suite à son ordre de renvoi concernant l'importance des abeilles et de leur santé dans la production de miel, d'aliments et de graines au Canada, au sujet duquel il a tenu des audiences publiques à Ottawa et a effectué des missions d'information. La première a eu lieu à Bath et à Morrisburg, en Ontario, le 27 octobre 2014. La deuxième, qui s'est déroulée en janvier 2015, a conduit le comité à Washington, D.C., aux États-Unis.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur l'importance des abeilles et de leur santé dans la production de miel, d'aliments et de graines au Canada	2014-04-08	-	Budget
Quatrième	Proposition relative aux frais d'utilisation de l'ACIA concernant les frais des heures supplémentaires	2014-04-30	2	Approuvé

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.



Cinquième	Projet de loi C-30 (Loi sur le transport ferroviaire équitable pour les producteurs de grain)	2014-05-27	29	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Sixième	Étude sur les efforts de recherche et d'innovation dans le secteur agricole	2014-06-18	171	Rapport final intitulé <i>L'innovation agricole : Un élément clé pour nourrir une population en pleine croissance</i>
Septième	Projet de loi C-18 (Loi modifiant certaines lois en matière d'agriculture et d'agroalimentaire)	2015-02-18	38	Projet de loi adopté sans amendement

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	45	73,6	20,7	175	5
2013-2014	27	41,2	26	77	3
2012-2013	34	62,5	40,5	130	5
2011-2012	29	54,7	23	102	5
2010-2011	37	62,8	57	89	1

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	22 921 \$
Dépenses des témoins	<u>40 921 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>63 842 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Percy Mockler (conservateur)

Vice-présidents

L'honorable sénatrice Claudette Tardif (libérale) (depuis le 26 février 2015)

L'honorable sénateur Terry M. Mercer (libéral) (jusqu'au 25 février 2015)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Buth, Callbeck, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Dagenais, Eaton, Maltais, Mercer, Merchant, Mockler, Ogilvie, Oh, Rivard et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Bellemare, Beyak, Chaput, Enverga, Fortin-Duplessis, Hervieux-Payette, C.P., Hubley, Johnson, Lang, McIntyre, Moore, Munson, Patterson, Plett, Poirier, Robichaud, C.P., Seth, Smith (*Saurel*), Tannas, Tkachuk et Unger

Greffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Jed Chong et Aïcha Coulibaly (Bibliothèque du Parlement)

Mélanie Moore (adjointe administrative) (depuis octobre 2014)

Debbie Larocque (adjointe administrative) (jusqu'en octobre 2014)

## Comité permanent des banques et du commerce

### A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Comité permanent des banques et du commerce a étudié trois projets de loi ainsi que la teneur de deux projets de loi budgétaires. Il a aussi entrepris une étude spéciale et a procédé à un examen de questions générales relatives au système financier national.

En novembre 2014, le comité a étudié le projet de loi S-1001, Loi modifiant la Loi sur le Synode de l'Est de l'Église évangélique luthérienne au Canada. Cette mesure législative vient modifier la loi qui régit la personne morale constituée sous la dénomination « Synode de l'Est de l'Église évangélique luthérienne au Canada », afin de prévoir que celle-ci puisse continuer à convoquer des assemblées ordinaires et extraordinaires au titre de cette loi malgré certaines dispositions de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. Le comité a tenu une réunion dans le cadre de cette étude, puis a fait rapport du projet de loi sans amendement.

Fin 2014, le comité a également étudié le projet de loi C-8, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur les marques de commerce et d'autres lois en conséquence. Le comité a tenu deux audiences dans le cadre de cette étude, puis a fait rapport du projet de loi sans amendement, mais avec des observations au sujet de l'efficacité du régime canadien de lutte contre la contrefaçon.

Le comité a aussi tenu plusieurs réunions dans le cadre de son étude du projet de loi S-202, Loi modifiant la Loi sur les réseaux de cartes de paiement (frais d'acceptation d'une carte de crédit).

En mai 2014, le comité a étudié l'objet des éléments contenus dans les parties 2, 3 et 4 ainsi que les sections 2, 3, 4, 8, 13, 14, 19, 22, 24 et 25 de la partie 6 du projet de loi C-31, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures. Le comité a tenu cinq réunions dans le cadre de cette étude, au cours desquelles il a entendu le ministre des Finances ainsi que des représentants du ministère des Finances et d'autres ministères et organismes fédéraux. Le comité a aussi recueilli les témoignages de représentants de 14 associations et de 3 spécialistes ou entreprises visées par les mesures proposées. L'étude a porté sur les articles du projet de loi susceptibles de modifier plusieurs lois, comme la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, la *Loi sur les marques de commerce*, la *Loi sur les banques* et la *Loi sur les sociétés d'assurances*. Le rapport du comité renferme plusieurs observations, dont certaines font référence à un rapport sur le régime canadien de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes publié en mars 2013.

En novembre 2014, le comité s'est penché sur l'objet des éléments contenus dans les sections 9, 12, 18, 22, 26, et 27 de la partie 4 du projet de loi C-43, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures. Dans le cadre de cette étude, le comité a entendu le ministre des Finances ainsi que des représentants du ministère des Finances, d'Industrie Canada, de la Banque de développement du Canada et de la Banque du Canada. Le comité a également recueilli les témoignages de représentants de la Centrale des caisses de crédit du Canada, d'Atlantic Central, de la coopérative de crédit Vancity, de l'Association canadienne des paiements et de l'Association du Barreau canadien. L'étude a porté sur les articles du projet de loi susceptibles de modifier plusieurs mesures législatives, comme la *Loi sur l'investissement Canada*, la *Loi sur la Banque de développement du Canada*, la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des*

activités terroristes, la Loi sur la Banque du Canada et la Loi canadienne sur les paiements. Le comité a fait part de ses observations dans son rapport.

Le comité a également commencé ses audiences dans le cadre de son étude spéciale sur l'utilisation de la monnaie numérique et notamment sur les risques, les menaces et les avantages que présentent ces formes d'échanges électroniques. Le comité a tenu 19 réunions sur la question et a entendu les exposés de nombreux témoins, parmi lesquels des représentants d'organismes gouvernementaux, des spécialistes de la finance numérique, des universitaires, ainsi que des représentants d'entreprises Bitcoin. Il s'est aussi rendu à New York, en février 2015, pour y effectuer une mission d'étude dans le cadre de son étude. Le comité devrait faire rapport de cette étude au cours du prochain exercice.

Dans le cadre de son étude générale sur la situation actuelle du régime financier canadien et international, le comité a reçu le gouverneur de la Banque du Canada à deux reprises, soit au printemps et à l'automne 2014, et a également entendu le surintendant des institutions financières du Canada.

## B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Teneur des éléments des parties 2, 3 et 4 et des sections 2, 3, 4, 8, 13, 14, 19, 22, 24 et 25 de la partie 6 du projet de loi C-31 (Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 11 février 2014 et mettant en œuvre d'autres mesures)	2014-05-29	48	Examen
Cinquième	Projet de loi S-1001 (Loi modifiant la Loi sur le Synode de l'Est de l'Église évangélique luthérienne au Canada)	2014-11-06	1	Projet de loi adopté sans amendement

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Sixième	Teneur des éléments des sections 9, 12, 18, 22, 26 et 27 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-11-27	24	Examen
Septième	Projet de loi C-8 (Loi visant à combattre la contrefaçon de produits)	2014-12-04	14	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Huitième	Étude sur l'utilisation de la monnaie numérique	2014-12-11	-	Budget

### C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	40	58,2	19,5	169	5
2013-2014	31	42	-	113	6
2012-2013	44	65,4	15,8	159	8
2011-2012	32	50,8	-	117	2
2010-2011	40	67,8	-	112	8

### D. Dépenses de l'exercice 2014-2015

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	41 637 \$
Dépenses des témoins	<u>18 386 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>60 023 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Irving R. Gerstein (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Céline Hervieux-Payette, C.P. (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Black, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Gerstein, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Maltais, Massicotte, Moore, Oliver, Nancy Ruth, Ringuette, Rivard et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Bellemare, Beyak, Campbell, Day, Doyle, Eaton, Lang, MacDonald, Manning, Martin, Meredith, Mockler, Ngo, Patterson, Poirier, Raine, Tannas, Unger et Wells

Greffières du comité

Keli Hogan (depuis mars 2015)

Danielle Labonté (de novembre 2014 à mars 2015)

Barbara Reynolds (jusqu'en novembre 2014)

Analystes et soutien administratif

Michaël Lambert-Racine, Brett Stuckey et Adriane Yong (Bibliothèque du Parlement)

Brigitte Martineau (adjoindte administrative)

## Comité permanent des conflits d'intérêts des sénateurs

### A. Renseignements généraux

Le Comité permanent des conflits d'intérêts des sénateurs a été instauré en vertu du *Règlement du Sénat* afin de s'occuper de toute question relative au *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs*, adopté en 2005, et afin de donner des directives générales au conseiller sénatorial en éthique. Le Sénat a adopté un *Code* modifié en mai 2008, et le 29 mars 2012, le comité a présenté un rapport au Sénat pour lui proposer six nouvelles modifications. Ce rapport a été adopté le 1<sup>er</sup> mai 2012, et le *Code* révisé a pris effet le 1<sup>er</sup> octobre de la même année. L'un des principaux changements apportés alors a été la publication des résumés publics des sénateurs sur le site Internet du conseiller sénatorial en éthique.

En 2014, le *Code* a fait l'objet d'autres modifications en avril et en juin. Les changements effectués en avril avaient pour but de resserrer les mesures préventives du *Code*, d'établir un processus d'enquête clair, juste et équilibré et de renforcer l'indépendance du conseiller sénatorial en éthique. Les modifications de juin ont permis de réaffirmer l'engagement du Sénat et de chaque sénateur envers le respect des normes de conduite les plus élevées. Le *Code* a été renommé *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs* afin de mieux refléter les obligations des sénateurs en vertu du *Code* et des dispositions de la *Loi sur le Parlement du Canada* établissant le poste de conseiller sénatorial en éthique.

Le *Code* décrit aussi les responsabilités du comité.

La composition du comité est déterminée par un processus différent des autres comités. Conformément au *Code*, deux membres sont élus par scrutin secret par les sénateurs du caucus du gouvernement, et deux autres par scrutin secret par les sénateurs du caucus de l'opposition. Le cinquième membre est nommé par ces quatre membres élus. Quant au président du comité, il est élu par au moins quatre membres du comité.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Étude des questions ayant trait au <i>Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs</i>	2014-04-08	-	Budget

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Cinquième	Étude des questions ayant trait au <i>Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs</i>	2014-06-13	4	Modifications apportées au <i>Code</i>
Sixième	Examen d'un rapport d'enquête du conseiller sénatorial en éthique	2014-08-25	1	Rapport final

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	14	15,7	9	3
2013-2014	14	16,9	6	4
2012-2013	3	1,8	4	1
2011-2012	9	9,5	2	3
2010-2011	1	0,3	-	2

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
<b>TOTAL</b>	<b>NÉANT</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Présidente

L'honorable sénatrice Raynell Andreychuk (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Serge Joyal, C.P. (libéral)

Membres du comité (composition adoptée par motion du Sénat)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Cordy, Frum, Joyal, C.P. et Tannas



Greffière du comité  
Catherine Piccinin

Analystes et soutien administratif

Dara Lithwick (depuis juillet 2014) et Sebastian Spano (jusqu'en juillet 2014) (Bibliothèque du  
Parlement)

Debbie Larocque (adjoindte administrative)

## Comité permanent des droits de la personne

### A. Renseignements généraux

Durant l'exercice, le Comité permanent des droits de la personne a poursuivi ses études en cours. En particulier, le comité s'est penché sur la Convention de La Haye sur l'enlèvement international d'enfants, ainsi que sur la façon dont les mandats et les méthodes de l'UNHCR et de l'UNICEF ont évolué pour répondre aux besoins des enfants déplacés dans les situations de conflits contemporains, en prêtant une attention particulière à la crise qui secoue actuellement la Syrie.

Outre ces études spéciales, le comité a examiné plusieurs mesures législatives, dont le projet de loi C-266, Loi instituant la Journée du pape Jean-Paul II; le projet de loi S-201, Loi sur la non-discrimination génétique; le projet de loi S-219, Loi instituant une journée nationale de commémoration de l'exode des réfugiés vietnamiens et de leur accueil au Canada après la chute de Saïgon et la fin de la guerre du Vietnam; et le projet de loi S-7, Loi sur la tolérance zéro face aux pratiques culturelles barbares.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Étude sur la cyberintimidation au Canada	2014-04-08	-	Budget
Sixième	Projet de loi C-266 (Loi instituant la Journée du pape Jean-Paul II)	2014-05-13	1	Projet de loi adopté sans amendement
Septième	Étude relative aux obligations nationales et internationales du Canada en matière de droits de la personne	2014-06-19	33	Rapport provisoire intitulé <i>Les femmes, la paix et la sécurité</i>
Huitième	Comment l'UNHCR et l'UNICEF répondent aux besoins des enfants déplacés dans les situations de conflits	2014-06-19	-	Budget

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Neuvième	Projet de loi S-219 (Loi sur la Journée du parcours vers la liberté)	2014-11-20	3	Projet de loi adopté avec 5 amendements
Dixième	Projet de loi S-7 (Loi sur la tolérance zéro face aux pratiques culturelles barbares)	2014-12-11	21	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Onzième	Projet de loi S-201 (Loi sur la non-discrimination génétique)	2015-02-19	28	Projet de loi adopté avec 8 amendements

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	21	43,3	-	120	7
2013-2014	15	28,8	-	81	8
2012-2013	20	48,9	7,5	164	6
2011-2012	12	30,5	-	56	4
2010-2011	22	46,4	-	100	6

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>17 016 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>17 016 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Présidente

L'honorable sénatrice Mobina S. B. Jaffer (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Salma Ataullahjan (conservatrice)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Andreychuk, Atallahjan, Baker, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Eggleton, C.P., Hubley, Jaffer, Marshall, Meredith, Ngo et Seidman

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Black, Boisvenu, Cowan, Eaton, Fortin-Duplessis, Frum, Martin, Munson, Nancy Ruth, Raine, Smith (*Saurel*), Tannas et Unger

Greffier du comité

Adam Thompson

Analystes et soutien administratif

Julia Nicol et Shauna Troniak (Bibliothèque du Parlement)

Lori Meldrum (adjoite administrative)

## Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles

### A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles a terminé son étude et a publié un rapport final sur les systèmes d'appels uniques au Canada et sur les manières dont le gouvernement fédéral pourrait contribuer à prévenir les dommages aux infrastructures souterraines. Le comité a également poursuivi son étude sur le développement des énergies renouvelables et non renouvelables dans les territoires du Nord canadien, en tenant des réunions à Ottawa et en effectuant des missions d'information dans le Nord du pays entre le 9 et le 16 mai 2014. Le comité a aussi rencontré et entendu des représentants d'organismes et des intervenants du secteur de l'énergie, notamment des représentants autochtones et territoriaux ainsi que des acteurs industriels, des représentants des milieux environnementaux et des leaders communautaires.

En plus du travail accompli dans le cadre de son étude spéciale, le comité a examiné cinq mesures législatives et fait une étude préliminaire sur la teneur d'un projet de loi.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Étude sur le développement des énergies renouvelables et non renouvelables dans les trois territoires du Nord du Canada	2014-04-03	-	Budget
Cinquième	Projet de loi C-5 (Loi sur la santé et la sécurité de la zone extracôtière)	2014-06-11	10	Projet de loi adopté sans amendement
Sixième	Projet de loi S-6 (Loi sur l'amélioration de la réglementation au Yukon et au Nunavut)	2014-10-08	28	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec certaines observations

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Septième	Projet de loi C-501 (Loi instituant la Journée du patrimoine national en matière de chasse, de piégeage et de pêche)	2014-10-29	1	Projet de loi adopté sans amendement
Huitième	Teneur des éléments des sections 3, 28 et 29 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-11-27	24	Examen
Neuvième	Étude sur l'état actuel des programmes de « centres d'appels uniques »	2014-11-27	15	Rapport final intitulé <i>Creuser en toute sécurité : Les systèmes d'appels uniques et la prévention des dommages aux infrastructures souterraines du Canada</i>
Dixième	Projet de loi C-22 (Loi sur la sûreté et la sécurité en matière énergétique)	2015-02-05	14	Projet de loi adopté sans amendement
Onzième	Projet de loi C-40 (Parc urbain national de la Rouge)	2015-03-12	11	Projet de loi adopté sans amendement

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	38	53,5	40,7	128	8
2013-2014	34	47,2	64,5	106	8
2012-2013	30	48,3	24,5	96	4
2011-2012	36	79,2	26,5	115	3
2010-2011	49	114,1	28,4	159	9

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	129 814 \$
Dépenses des témoins	<u>33 174 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>162 988 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Richard Neufeld (conservateur)

Vice-présidents

L'honorable sénateur Paul J. Massicotte (libéral) (depuis le 18 septembre 2014)

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral) (jusqu'au 18 septembre 2014)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Black, Boisvenu, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Frum, MacDonald, Massicotte, Mitchell, Neufeld, Patterson, Ringuette, Seidman, Sibbeston et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Bellemare, Beyak, Day, Eaton, Eggleton, C.P., Enverga, Greene, Lang, McIntyre, Nolin, Plett Rivard, Tannas, Tkachuk, Verner, C.P., et White

Greffière du comité

Lynn Gordon

Analystes et soutien administratif

Sam Banks et Marc LeBlanc (Bibliothèque du Parlement)

Monique Régimbald (adjoindte administrative)

## Comité permanent des finances nationales

### A. Renseignements généraux

Créé en mai 1919 sous le nom de Comité des finances, le comité a été rebaptisé Comité des finances nationales en 1968. Son champ de compétence s'étend aux dépenses effectuées par le gouvernement. Comme l'énonce à l'article 12-7(5) du *Règlement du Sénat*, le comité a pour mandat d'examiner les questions ayant trait au budget fédéral en général, y compris :

- i. les comptes nationaux et les rapports du vérificateur général;
- ii. les finances publiques.

Le comité est depuis toujours l'un des comités les plus occupés du Sénat. Il consacre une grande partie de ses travaux à l'examen du budget des dépenses du gouvernement et des questions qui en découlent.

#### Étude du budget des dépenses et des mesures législatives

Comme d'habitude, le comité s'est grandement concentré sur le budget des dépenses, qui est l'énoncé du plan de dépenses du gouvernement. Il a tenu plusieurs réunions afin d'examiner divers aspects des prévisions des dépenses du gouvernement pour 2014-2015 et 2015-2016, dont le Budget principal des dépenses 2014-2015, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015, le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015 et le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015. En mars 2015, le comité a aussi entamé un examen préliminaire du Budget principal des dépenses 2015-2016, puis a déposé un rapport provisoire au Sénat à ce sujet. Au cours de ces études, le comité a attiré l'attention du Sénat sur diverses questions.

Le comité a également fait rapport sur les trois projets de loi suivants, qu'il a adoptés sans amendement, mais avec des observations :

- ✕ projet de loi C-31, Loi n<sup>o</sup> 1 sur le plan d'action économique de 2014;
- ✕ projet de loi C-43, Loi n<sup>o</sup> 2 sur le plan d'action économique de 2014;
- ✕ projet de loi C-462, Loi sur les restrictions applicables aux promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées.

En ce qui a trait aux projets de loi C-31 et C-43, le comité a entrepris une étude sur leur teneur avant leur dépôt au Sénat. Il a ainsi pu recueillir des témoignages à leur sujet avant même leur première lecture au Sénat. Le comité a par la suite déposé des rapports sur chacune des études, avec un résumé des témoignages entendus. Lorsque les projets de loi C-31 et C-43 lui ont été renvoyés, le comité est ainsi passé directement à leur étude article par article.

Les deux autres projets de loi suivants ont été renvoyés au comité, mais ils n'ont pas fait l'objet d'un rapport avant la fin de l'exercice :

- ✕ projet de loi S-204, Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques (emprunts de fonds);
- ✕ projet de loi C-520, Loi visant à soutenir l'impartialité politique des agents du Parlement.



**B. Rapports au Sénat en 2014-2015\***

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Huitième	Projet de loi C-462 (Loi sur les restrictions applicables aux promoteurs du crédit d'impôt pour personnes handicapées)	2014-04-10	8	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Neuvième	Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015	2014-05-29	22	Deuxième rapport provisoire sur le Budget principal des dépenses 2014-2015
Dixième	Teneur du projet de loi C-31 (Loi n <sup>o</sup> 1 sur le plan d'action économique de 2014)	2014-05-29	56	Rapport sur la teneur des éléments des parties 1 et 5 et des sections 6, 9, 10, 12, 18, 21, 23, 26 et 29 de la partie 6 du projet de loi C-31 (Loi n <sup>o</sup> 1 sur le plan d'action économique de 2014)
Onzième	Budget supplémentaire des dépenses (A) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015	2014-06-10	15	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2014-2015
Douzième	Projet de loi C-31 (Loi n <sup>o</sup> 1 sur le plan d'action économique de 2014)	2014-06-17	0	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Treizième	Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015	2014-11-27	18	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2014-2015

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Quatorzième	Teneur du projet de loi C-43 (Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014)	2014-12-04	61	Rapport sur la teneur des éléments des parties 1, 2 et 3 et des sections 1, 8, 13, 14, 19, 23, 25, 30 et 31 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014)
Quizième	Projet de loi C-43 (Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2014)	2014-12-15	0	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Seizième	Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015	2015-03-12	24	Rapport final sur le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2014-2015
Dix-septième	Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016	2015-03-24	12	Premier rapport provisoire sur le Budget principal des dépenses 2015-2016
Dix-huitième	Budget principal des dépenses pour l'exercice se terminant le 31 mars 2015	2015-03-31	74	Rapport final

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	56	88	-	302	11
2013-2014	50	81,7	-	267	12
2012-2013	63	108,9	-	312	11
2011-2012	35	61,6	-	200	8
2010-2011	66	132,1	-	298	8

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>4 733 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>4 733 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral)

Vice-président

L'honorable sénateur Larry Smith (conservateur)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Bellemare, Buth, Callbeck, \*Carignan, C.P. (ou Martin), Chaput, \*Cowan (ou Fraser), Day, Doyle, Gerstein, Hervieux-Payette, C.P., Mockler, Seth, Smith (*Saurel*) et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Atallahjan, Baker, C.P., Black, Boisvenu, Downe, Eaton, Eggleton, C.P., Enverga, Housakos, Lang, Maltais, Marshall, Massicotte, McIntyre, Merchant, Moore, Neufeld, Ogilvie, Oh, Plett, Ringuette, Rivard, Runciman, Stewart Olsen, Tkachuk, Verner, C.P., et Wallace

Greffière du comité

Jodi Turner

Analystes et soutien administratif

Raphaëlle Deraspe et Sylvain Fleury (Bibliothèque du Parlement)

Louise Martel (adjoind administrative)

## Comité permanent des langues officielles

### A. Renseignements généraux

Durant l'exercice 2014-2015, le Comité permanent des langues officielles a terminé deux études qu'il avait entreprises la session précédente. Après avoir conclu ses audiences publiques, le comité a déposé le 8 avril 2014 au Sénat son rapport final sur les obligations de CBC/Radio-Canada en vertu de la *Loi sur les langues officielles* et de certains aspects de la *Loi sur la radiodiffusion*.

Le comité a ensuite repris son autre étude des impacts des changements récents au système d'immigration sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Au terme de 11 réunions supplémentaires, le 2 décembre 2014, le comité a déposé son cinquième rapport intitulé *Saisir l'occasion : Le rôle des communautés dans un système d'immigration en constante évolution*.

Aussi, durant cette période, le comité a tenu six réunions sur le projet de loi S-205, Loi modifiant la Loi sur les langues officielles (communications et services destinés au public).

Enfin, conformément à l'ordre de renvoi lui demandant d'étudier l'application de la *Loi sur les langues officielles*, le comité a tenu deux réunions au sujet de la teneur des constatations faites dans les rapports annuels du Commissariat aux langues officielles et du Secrétariat du Conseil du Trésor.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Études sur les obligations linguistiques de CBC/Radio-Canada en vertu de la <i>Loi sur les langues officielles</i> et de la <i>Loi sur la radiodiffusion</i>	2014-04-08	83	Rapport final intitulé <i>Les obligations linguistiques de CBC/Radio-Canada – Les communautés veulent se voir et s'entendre d'un océan à l'autre!</i>

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Quatrième	Étude des impacts des changements récents au système d'immigration	2014-12-02	27	Rapport final intitulé <i>Saisir l'occasion : Le rôle des communautés dans un système d'immigration en constante évolution</i>
Cinquième	Les meilleures pratiques en matière de politique linguistique et d'apprentissage d'une langue seconde	2015-03-30	-	Budget

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	23	39	-	72	3
2013-2014	19	30,2	7,5	57	3
2012-2013	24	41	-	101	2
2011-2012	19	29,7	-	84	3
2010-2011	31	55,5	11	109	3

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>26 538 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>26 538 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Présidente

L'honorable sénatrice Claudette Tardif (libérale)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Suzanne Fortin-Duplessis (conservatrice) (depuis le 17 septembre 2014)

L'honorable sénatrice Andrée Champagne, C.P. (conservatrice) (jusqu'au 17 juillet 2014)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Beyak, \*Carignan, C.P. (ou Martin), Champagne, C.P., Chaput, Charette-Poulin, \*Cowan (ou Fraser), Fortin-Duplessis, McIntyre, Poirier, Tardif et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Boisvenu, Jaffer, Maltais, Marshall, McInnis, Meredith, Mockler, Oh, Rivard, Robichaud, C.P., Seidman et Wells

Greffier du comité

Daniel Charbonneau

Analyste et soutien administratif

Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjointe administrative)

## Comité permanent des pêches et des océans

### **A. Renseignements généraux**

Le 9 décembre 2013, le Comité permanent des pêches et des océans a été autorisé à étudier la réglementation sur l'aquaculture ainsi que les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada. Les audiences pour cette étude ont commencé en janvier 2014, et une mission d'information ainsi que des audiences publiques ont eu lieu en mars 2014 en Colombie-Britannique. De nouvelles audiences se sont tenues pendant l'exercice 2014-2015 à Ottawa et lors des déplacements effectués à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. Des missions d'information ont aussi été réalisées dans les provinces susmentionnées, ainsi qu'à l'Île-du-Prince-Édouard et au Québec, de même qu'en Écosse et en Norvège en septembre 2014.

Le comité a reçu, toujours le 9 décembre 2013, un autre ordre de renvoi l'autorisant à se pencher sur les questions relatives au cadre stratégique actuel et en évolution du gouvernement fédéral pour la gestion des pêches et des océans du Canada. Le 6 mai 2014, conformément à cet ordre de renvoi, le comité a entendu le ministre des Pêches et de l'Aquaculture de Terre-Neuve-et-Labrador, ainsi que les chefs de l'opposition officielle et du troisième parti à la Chambre d'assemblée de Terre-Neuve-et-Labrador, au sujet des quotas de crevettes fixés par Pêches et Océans Canada.

Des réponses du gouvernement ont été reçues en mai 2014 à deux rapports qui ont été adoptés par le Sénat dans une session précédente de la législature : *La gestion durable des populations de phoques gris : vers le rétablissement des stocks de morue et autres poissons de fond*, et *La pêche au homard : gardons le cap*.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2014, le Sénat a renvoyé au comité, pour examen, la *Proposition au Parlement de Pêches et Océans Canada concernant des frais d'utilisation et des normes de service pour les permis d'aquaculture en vertu du Règlement du Pacifique sur l'aquaculture*. Le 25 novembre 2014, de hauts responsables de Pêches et Océans Canada ont comparu devant le comité à ce sujet. Le jour suivant, le comité a déposé son rapport, recommandant l'adoption de la proposition en question.

**B. Rapports au Sénat en 2014-2015\***

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada	2014-04-07	-	Budget
Cinquième	Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada	2014-06-10	-	Budget
Sixième	Proposition du MPO d'une structure tarifaire de permis pour l'industrie aquacole en Colombie-Britannique	2014-11-26	4	Frais d'utilisation
Septième	Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada	2014-12-11	-	Budget supplémentaire
Huitième	Étude sur la réglementation de l'aquaculture, les défis actuels et les perspectives d'avenir de l'industrie au Canada	2015-02-19	-	Budget supplémentaire

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.



**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	27	49,3	69	113	5
2013-2014	15	20,5	15,5	39	5
2012-2013	22	40,8	-	57	3
2011-2012	17	28,4	-	53	5
2010-2011	20	30,3	74,5	46	6

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	240 275 \$
Dépenses des témoins	<u>22 865 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>263 140 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Fabian Manning (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Hubley (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Beyak, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Hubley, Lovelace Nicholas, Manning, McInnis, Plett, Poirier, Raine, Robichaud, C.P., Stewart Olsen et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Ataullahjan, Batters, Enverga, Lang, McIntyre, Mercer, Meredith, Mockler, Munson, Nancy Ruth, Tannas, Tkachuk et Wells

Greffier du comité

Maxwell Hollins

Analyste et soutien administratif

Odette Madore (Bibliothèque du Parlement)  
Debbie Larocque (adjoindte administrative)

## Comité permanent des peuples autochtones

### A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice 2014-2015, le Comité permanent des peuples autochtones a poursuivi ses travaux conformément à un ordre de renvoi portant précisément sur le logement et les infrastructures dans les réserves, et il a consacré la majeure partie de son temps à l'étude de ces questions. Durant cette période, le comité a entendu 69 témoins dans le cadre de son étude et a visité des collectivités des Premières Nations dans le Canada atlantique, en Ontario, en Colombie-Britannique et au Québec. Bien que l'étude ne soit pas terminée, le comité a déposé, en février 2015, un rapport provisoire sur le logement intitulé *La situation du logement dans les Premières Nations : Défis et réussites*.

Durant l'exercice 2014-2015, le comité a aussi étudié les quatre projets de loi suivants :

- ✧ projet de loi C-9 (Loi sur les élections au sein de Premières Nations);
- ✧ projet de loi C-34 (Loi sur l'accord définitif concernant les Tlaamins);
- ✧ projet de loi C-25 (Loi concernant la Première Nation micmaque Qalipu);
- ✧ projet de loi C-428 (Loi sur la modification et le remplacement de la Loi sur les Indiens).

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Projet de loi C-9 (Loi sur les élections au sein de Premières Nations)	2014-04-01	6	Projet de loi adopté sans amendement, mais avec des observations
Quatrième	Étude sur les problèmes liés aux infrastructures dans les réserves des Premières Nations	2014-04-10	-	Budget
Cinquième	Projet de loi C-34 (Loi sur l'accord définitif concernant les Tlaamins)	2014-06-10	4	Projet de loi adopté sans amendement
Sixième	Projet de loi C-25 (Loi concernant la Première Nation micmaque Qalipu)	2014-06-17	8	Projet de loi adopté sans amendement

\* Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Septième	Projet de loi C-428 (Loi sur la modification et le remplacement de la Loi sur les Indiens)	2014-10-30	17	Projet de loi adopté sans amendement
Huitième	Étude sur les problèmes liés aux infrastructures dans les réserves des Premières Nations	2015-02-17	69	Rapport provisoire intitulé <i>La situation du logement dans les Premières Nations : Défis et réussites</i>

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	44	79,4	59,5	135	6
2013-2014	30	49,3	-	72	4
2012-2013	45	73,9	38,5	130	7
2011-2012	31	51,5	-	111	4
2010-2011	38	66,3	32,4	134	6

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	165 320 \$
Dépenses des témoins	<u>48 282 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>213 602 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Dennis Glen Patterson (conservateur)

Vice-présidente

L'honorable sénatrice Lillian Eva Dyck (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Beyak, \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Dyck, Lovelace Nicholas, Meredith, Munson, Ngo, Patterson, Raine, Sibbeston, Tannas, Unger et White

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Ataullahjan, Baker, C.P., Boisvenu, Cordy, Enverga, McIntyre, Moore, Oh, Runciman, Wallace et Watt

Greffière du comité

Marcy Zlotnick

Analystes et soutien administratif :

Martha Butler, Brittany Collier, Julie Cool et Wren Nasr (Bibliothèque du Parlement)  
Lyne Héroux (adjoïnte administrative)

## Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration

### A. Renseignements généraux

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration a pour mandat d'examiner toutes les questions financières ou administratives se rapportant à la gestion interne du Sénat. Il étudie et approuve les demandes budgétaires des comités, il établit des directives et des politiques sur des questions telles que les frais de déplacement et les dépenses de recherche des sénateurs, et statue sur la régularité de l'utilisation des ressources du Sénat. Il convient de souligner que le comité est autorisé à exécuter son mandat de sa propre initiative, c'est-à-dire sans devoir attendre un ordre de renvoi du Sénat (article 12 7(1) du *Règlement*).

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2014-04-03	-	Budgets des comités (2014-2015)
Cinquième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2014-06-05	-	Budgets des comités (2014-2015)
Sixième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2014-06-12	-	Nomination de M. Michel Patrice au poste de légiste et conseiller parlementaire du Sénat
Septième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2014-06-19	-	Éclaircissements et modifications concernant la <i>Politique régissant les déplacements des sénateurs</i>
Huitième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2014-06-19	-	Changements au Service de protection du Sénat – Unité armée
Neuvième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2014-10-02	-	Rapports de dépenses post-activités des comités du Sénat (2013-2014)

Dixième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2014-11-20	-	États financiers du Sénat du Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014
Onzième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2015-02-24	-	Budget supplémentaire des dépenses (C) du Sénat (2014-2015)
Douzième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2015-02-25	-	Budget principal des dépenses du Sénat (2015-2016)
Treizième	Conformément à l'article 12-7(1) du <i>Règlement</i>	2015-03-24		Examen fonctionnel des communications

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	25	32,9	19	10
2013-2014	21	34,7	30	11
2012-2013	23	24,7	17	10
2011-2012	18	20,9	3	9
2010-2011	22	25,5	29	12

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
<b>TOTAL</b>	<b>NÉANT</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Pierre Claude Nolin (conservateur) (depuis le 4 décembre 2014)

L'honorable sénateur Noël A. Kinsella (conservateur) (jusqu'au 27 novembre 2014)

Vice-président

L'honorable sénateur George Furey (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Campbell, \*Carignan, C.P. (ou Fraser), Cordy, Comeau, C.P., \*Cowan (ou Fraser), Downe, Doyle, Furey, Johnson, Kinsella, Lang, LeBreton, C.P., Manning, Marshall, Munson, Smith (*Saurel*) et Tkachuk

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Batters, Bellemare, Charette-Poulin, Cools, Dawson, Demers, Enverga, Fortin-Duplessis, Fraser, Frum, Greene, Housakos, Jaffer, MacDonald, Martin, McCoy, McInnis, Moore, Nolin, Poirier, Runciman, Seidman, Seth, Tannas, Verner, C.P., Wells et White

Greffier du comité

Nicole Proulx (Dirigeante principale des services corporatifs et greffière du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration) (depuis janvier 2015)

Gary W. O'Brien (greffier du Sénat) (jusqu'en janvier 2015)

Soutien administratif au Secrétariat de la régie interne

Lucie Lavoie (Chef de cabinet au greffier du Sénat et secrétaire de séance)

Victoria Deng (adjoindte administrative)

## Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement

### A. Renseignements généraux

Durant l'exercice 2014-2015, le Comité permanent du Règlement, de la procédure et des droits du Parlement a présenté deux rapports de fond au Sénat. Le cinquième rapport vise à modifier le *Règlement du Sénat* pour inclure un processus permettant de mettre fin au débat sur une affaire autre que du gouvernement. Le sixième rapport rend compte des plus récentes modifications apportées au *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs*. À la fin de l'exercice, le Sénat n'avait adopté aucun de ces deux rapports. De plus, en janvier 2015, le comité a reçu un rapport de son sous-comité sur le privilège parlementaire intitulé *Une question de privilège : Document de travail sur le privilège parlementaire au Canada au XXI<sup>e</sup> siècle*.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Cinquième	Article 12-7(2) du <i>Règlement</i>	2014-06-11	-	Modifications apportées au <i>Règlement du Sénat</i>
Sixième	Article 12-7(2) du <i>Règlement</i>	2014-10-21	-	Modifications apportées au <i>Règlement du Sénat</i>

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.



**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	10	8,5	-	3	2
2013-2014	11	14,6	-	14	5
2012-2013	8	5	-	9	5
2011-2012	11	13,2	-	-	2
2010-2011	15	17,4	-	-	3

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>1 633 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>1 633 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Vernon White (conservateur)

Vice-président

L'honorable sénateur David P. Smith, C.P. (libéral)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Batters, Beyak, Braley, \*Carignan, C.P. (ou Martin), Comeau, C.P., Cools, \*Cowan (ou Fraser), Enverga, Furey, Jaffer, Joyal, C.P., Martin, McCoy, Nolin, Smith, C.P. (Cobourg), Tannas et Wallace

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Andreychuk, Dagenais, Day, Doyle, Fortin-Duplessis, Fraser, Frum, Furey, Gerstein, Housakos, Manning, McIntyre, Moore, Runciman, Tkachuk, Unger, Verner, C.P., Wells et White

Greffier du comité

Charles Robert

Analystes et soutien administratif

Dara Lithwick, Eric Pelot et Sebastian Spano (Bibliothèque du Parlement)

Ross Ryan (adjoint administratif) (depuis août 2014)

Katy Quinn (adjointe administrative) (jusqu'en juin 2014)

## Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense

### A. Renseignements généraux

Au cours de l'exercice, le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son mandat général qui consiste à examiner les politiques, les pratiques, les circonstances et les capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense et à en faire rapport.

En juin 2014, le comité a déposé un rapport, au terme de son étude sur les relations internationales du Canada en matière de sécurité et de défense, qui porte principalement sur la défense antimissiles balistiques. Le comité a recommandé à l'unanimité que le gouvernement du Canada conclue un accord avec les États Unis pour participer, comme partenaire, à la défense antimissiles balistiques.

Le comité a également poursuivi son étude sur les politiques, pratiques et efforts de collaboration de l'Agence des services frontaliers du Canada en vue de déterminer l'admissibilité au Canada et le renvoi de personnes inadmissibles.

À l'automne 2014, le comité s'est lancé dans deux nouvelles études :

1. une étude sur les questions de sécurité nationale et de défense dans les relations avec la région Indo-Asie-Pacifique et leurs répercussions sur les politiques, pratiques, situations et capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense;
2. une étude sur les menaces à la sécurité nationale.

Enfin, le comité a poursuivi ses travaux législatifs et a effectué notamment une étude préalable du projet de loi C-51, Loi antiterroriste de 2015. Il a aussi examiné le projet de loi C-44, Loi sur la protection du Canada contre les terroristes, sur lequel il a fait rapport sans amendement.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Étude sur la situation des relations internationales du Canada en matière de sécurité et de défense	2014-04-03	-	Budget

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Quatrième	Étude sur les politiques, pratiques et efforts de collaboration de l'Agence des services frontaliers du Canada	2014-04-03	-	Budget
Cinquième	Politiques, pratiques, circonstances et capacités du Canada en matière de sécurité nationale et de défense	2014-04-03	-	Budget
Sixième	Étude sur les services et les prestations dispensés aux anciens combattants et à leurs familles	2014-04-03	-	Budget
Septième	Teneur des éléments des sections 1 et 7 de la partie 6 du projet de loi C-31 (Loi portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-05-13	6	Examen
Huitième	Étude sur les services et les prestations dispensés aux anciens combattants et à leurs familles	2014-06-04	12	Rapport provisoire intitulé <i>La transition à la vie civile des anciens combattants</i>
Neuvième	Étude sur les services et les prestations dispensés aux anciens combattants et à leurs familles	2014-06-05	-	Budget
Dixième	Étude sur la situation des relations internationales du Canada en matière de sécurité et de défense, notamment ses relations avec les États-Unis, l'OTAN et le NORAD	2014-06-16	21	Rapport final intitulé <i>Le Canada et la défense antimissiles balistiques : S'adapter à l'évolution du contexte de menace</i>
Onzième	Menaces à la sécurité nationale	2015-02-24	-	Budget
Douzième	Projet de loi C-27 (Loi sur l'embauche des anciens combattants)	2015-03-24	12	Projet de loi adopté sans amendement
Treizième	Projet de loi C-44 (Loi sur la protection du Canada contre les terroristes)	2015-03-24	18	Projet de loi adopté sans amendement

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	22	66,6	11,5	113	11
2013-2014	18	45,9	15,5	73	7
2012-2013	17	36,8	47,8	74	5
2011-2012	10	21,5	-	36	4
2010-2011	22	51,8	30,5	83	7

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	12 163 \$
Dépenses des témoins	<u>24 370 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>36 533 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Daniel Lang (conservateur)

Vice-présidents

L'honorable sénateur Grant Mitchell (libéral) (depuis le 22 septembre 2014)

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral) (jusqu'au 17 juin 2014)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Dallaire, Day, Lang, Manning, Mitchell, Nolin, Plett, Segal et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Baker, C.P., Beyak, Campbell, Charette-Poulin, Dagenais, Enverga, Fortin-Duplessis, Frum, Kenny, LeBreton, C.P., McIntyre, Neufeld, Ngo, Oh, Ringuette, Stewart Olsen, Tkachuk, Wallace et White

Greffière du comité

Josée Thérien

Analystes et soutien administratif

Wolfgang Koerner et Holly Porteous (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjoïnte administrative)

## Sous-comité des anciens combattants

### **A. Renseignements généraux**

Au cours de l'exercice, le Sous-comité des anciens combattants a continué d'entendre des témoins dans le cadre de son vaste mandat portant sur les services et les avantages sociaux offerts aux anciens combattants et à leurs familles.

Le sous-comité a terminé son étude sur la transition à la vie civile, déposant son rapport en juin 2014 – par l'entremise du Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense – dans lequel il a fait 14 recommandations.

Le sous-comité a aussi entrepris une étude sur les répercussions médicales, sociales et opérationnelles des problèmes de santé mentale dont sont atteints des membres actifs et à la retraite des Forces canadiennes, y compris les blessures de stress opérationnel (BSO) comme l'état de stress post-traumatique.

En plus de son étude spéciale, le sous-comité s'est vu confier certains travaux législatifs par le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense, notamment une étude préalable de certains éléments de la loi d'exécution du budget de 2014, ainsi que l'examen du projet de loi C-27, Loi sur l'embauche des anciens combattants, qui a été adopté sans amendement.

### **B. Rapports au Sénat en 2014-2015\***

Le Sous-comité des anciens combattants relève du Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense.

---

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

**C. Activités du sous-comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins
2014-2015	18	17,1	-	31
2013-2014	8	8,2	-	11
2012-2013	15	14,8	9	28
2011-2012	10	10,8	6,5	22
2010-2011	22	26,7	-	43

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>3 783 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>3 783 \$</b>

**E. Membres du sous-comité pendant l'exercice 2014-2015**

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 7 novembre 2013)

Président

L'honorable sénateur Joseph A. Day (libéral) (depuis le 24 septembre 2014)

L'honorable sénateur Roméo Dallaire (libéral) (jusqu'au 17 juin 2014)

Vice-président

L'honorable sénatrice Carolyn Stewart Olsen (conservatrice) (depuis le 24 septembre 2014)

L'honorable sénateur David M. Wells (conservateur) (jusqu'au 24 septembre 2014)

Membres du sous-comité (nommés par le comité)

Les honorables sénateurs Dallaire, Day, Lang, Nolin, Stewart Olsen et Wells

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du sous-comité

Les honorables sénateurs Beyak, Campbell, Enverga, Frum, Jaffer, Mitchell, Mockler, Neufeld, Plett, Wallace et White

Greffière du sous-comité

Josée Thérien



Analyste et soutien administratif

Martin Auger (Bibliothèque du Parlement)

Maritza Jean-Pierre (adjoite administrative)

## Comité de sélection

### A. Renseignements généraux

Au début de chaque session, on nomme un comité de sélection chargé de deux fonctions : nommer le Président intérimaire et nommer les sénateurs qui seront membres des comités permanents et mixtes permanents. Le comité peut également proposer à l'occasion des changements à la composition d'un comité.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Article 12-2(1)a) du Règlement	2014-12-02	-	Président intérimaire

### C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	1	0,1		1
2013-2014	4	0,5	-	5
2012-2013	-	-	-	-
2011-2012	1	0,2	-	2
2010-2011	-	-	-	-

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
<b>TOTAL</b>	<b>NÉANT</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 16 octobre 2013)

Présidente

L'honorable sénatrice Elizabeth Marshall (conservatrice)

Vice-président

L'honorable sénateur Jim Munson (libéral)

Membres du comité (nommés par le Sénat)

Les honorables sénateurs \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Frum, Greene, Hervieux-Payette, C.P., Marshall, Martin, Munson, Robichaud, C.P., et Tardif

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Tkachuk et White

Greffiers du comité

Blair Armitage (depuis mars 2015)

Heather Lank (jusqu'en mars 2015)

Soutien administratif

Brigitte Martineau (adjointe administrative)

## Comité permanent des transports et des communications

### A. Renseignements généraux

Durant l'exercice 2014-2015, les réunions du Comité permanent des transports et des communications ont porté essentiellement sur son étude concernant les défis que doit relever la Société Radio-Canada en matière d'évolution du milieu de la radiodiffusion et des communications. Le 10 mars 2015, le comité a entendu ses derniers témoins et a entrepris la rédaction de son rapport final sur la question.

Périodiquement durant l'exercice, le comité a aussi fait quelques brefs examens relevant de son mandat. En avril, il a consacré deux réunions au Programme de publicité pertinente de Bell Canada, car le programme avait suscité des préoccupations à l'égard de la protection des renseignements personnels chez les clients de Bell et les défenseurs du droit à la vie privée. Après ces réunions, le comité a déposé un rapport disant qu'il en était « arrivé à la conclusion que le Programme de publicité pertinente ne permet pas de révéler l'identité des abonnés à des tierces parties » et qu'il respecte les lignes directrices en matière de protection de la vie privée. Le comité a eu aussi pour tâche d'examiner la teneur des projets de loi C-31 et C-43, qui sont des projets de loi d'exécution du budget. Enfin, le comité a adopté avec un amendement le projet de loi S-4, Loi modifiant la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et une autre loi en conséquence, et sans amendement le projet de loi C-3, Loi édictant la Loi sur l'indemnisation de l'industrie aérienne et modifiant la loi sur l'aéronautique, la Loi maritime du Canada, la Loi sur la responsabilité en matière maritime, la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada et d'autres lois en conséquence.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Quatrième	Pratique de Bell Canada consistant à recueillir et à analyser les données de ses clients	2014-05-08	5	Examen

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

Cinquième	Teneur des éléments des sections 15, 16 et 28 de la partie 6 du projet de loi C-31 (Loi portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-06-04	19	Examen
Sixième	Défis que doit relever la Société Radio-Canada	2014-06-05	-	Budget
Septième	Projet de loi S-4 (Loi sur la protection des renseignements personnels numériques)	2014-06-10	22	Projet de loi adopté avec un amendement
Huitième	Teneur des éléments des sections 2, 6, 10, 11, 16 et 21 de la partie 4 du projet de loi C-43 (Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget)	2014-11-27	14	Examen
Neuvième	Projet de loi C-3 (Loi visant la protection des mers et ciel canadiens)	2014-11-27	6	Projet de loi adopté sans amendement
Dixième	Défis que doit relever la Société Radio-Canada en matière d'évolution du milieu de la radiodiffusion et des communications	2014-12-11	-	Déblocage de fonds supplémentaires

### C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre d'heures en mission d'information	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	47	72,5	36,7	160	7
2013-2014	19	18,2	23,5	37	7
2012-2013	23	21,5	8,4	39	3
2011-2012	24	25,5	2	50	4
2010-2011	28	33,5	2,4	62	6

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	130 069 \$
Dépenses des témoins	<u>12 476 \$</u>
<b>TOTAL</b>	<b>142 545 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

(\*Membres d'office)

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Président

L'honorable sénateur Dennis Dawson (libéral)

Vice-présidents

L'honorable sénateur Donald Neil Plett (conservateur) (depuis le 3 décembre 2014)

L'honorable sénateur Leo Housakos (conservateur) (jusqu'au 3 décembre 2014)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs \*Carignan, C.P. (ou Martin), \*Cowan (ou Fraser), Dawson, Demers, Eggleton, C.P., Greene, Housakos, MacDonald, Manning, McInnis, Mercer, Merchant, Plett et Verner, C.P.

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Batters, Charrette-Poulin, Cordy, Dagenais, Fortin-Duplessis, Furey, Hervieux-Payette, C.P., Joyal, C.P., Maltais, Martin, Massicotte, Merchant, Mockler, Munson, Oh, Seidman, Unger et White

Greffier du comité

Daniel Charbonneau

Analystes et soutien administratif

Alexandre Lavoie, Dillan Thekedath et Terrence Thomas (Bibliothèque du Parlement)

Anita Vinette (adjoindte administrative)

## Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement

### A. Renseignements généraux

Le Comité mixte permanent de la Bibliothèque du Parlement est autorisé à conseiller les Présidents du Sénat et de la Chambre des communes dans l'exercice de leur autorité sur la Bibliothèque du Parlement et habilité à faire des recommandations aux Présidents des deux Chambres concernant la régie de la Bibliothèque et la bonne utilisation des crédits affectés par le Parlement à l'achat de documents ou objets destinés à y être déposés.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

Aucun

### C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015

Exercice	Nombre de réunions	Nombres d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	2	1,3	2	-
2013-2014	2	1,8	-	1
2012-2013	4	3,1	5	1
2011-2012	1	0,7	-	1
2010-2011	8	7,8	15	2

### D. Dépenses de l'exercice 2014-2015

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	NÉANT
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
<b>TOTAL</b>	<b>NÉANT</b>

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Coprésidente

L'honorable sénatrice Marie-P. Charrette-Poulin (libérale)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Champagne, C.P., Charrette-Poulin, Cools, Mercer et Rivard

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Eaton et Fortin-Duplessis

Cogreffier du comité

Kevin Pittman

Analystes et soutien administratif

Tanya Dupuis et Marie-Ève Hudon (Bibliothèque du Parlement)

Mélanie Moore (adjointe administrative) (depuis octobre 2014)

Lori Meldrum (adjointe administrative) (jusqu'en octobre 2014)



## Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

### A. Renseignements généraux

Le mandat du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation est défini par la *Loi sur les textes réglementaires*, laquelle l'autorise à revoir et à examiner certains textes réglementaires pris après le 31 décembre 1971. Outre ce mandat législatif, le comité mixte dispose, depuis 1980, d'un ordre de renvoi renouvelé au début de chaque session par le Sénat et la Chambre des communes l'autorisant à étudier les moyens par lesquels le Parlement peut le mieux surveiller et contrôler le processus de réglementation du gouvernement. Ensemble, les mandats législatif et parlementaire du comité mixte lui confèrent une vaste compétence en matière d'enquêtes et de rapports sur la plupart des aspects du processus de réglementation fédéral.

Au cours de l'exercice 2014-2015, le comité a tenu 13 réunions. Aucun témoin n'a été convoqué.

### B. Rapports au Sénat en 2014-2015\*

2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature				
N <sup>o</sup> de rapport	Ordre de renvoi	Date A-M-J	Nombre de témoins	Contenu
Troisième	Examen des textes réglementaires	2014-04-01	-	Rapport n <sup>o</sup> 88 – Fixation de la date d'entrée en vigueur de dispositions législatives
Quatrième	Examen des textes réglementaires	2015-03-25	-	Rapport n <sup>o</sup> 89 – Délais vagues et subjectifs

\*Au sujet des profils des différents comités :

- Le tableau B (Rapports au Sénat en 2014-2015) indique le nombre de témoins qui ont comparu pour chaque ordre de renvoi ayant fait l'objet d'un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015, même si leur comparution remonte à un exercice précédent.
- Le tableau C (Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015) indique le nombre total de témoins entendus au cours de l'exercice, y compris pour les ordres de renvoi n'ayant pas donné lieu à un rapport au Sénat au cours de l'exercice 2014-2015.

**C. Activités du comité : comparaison sur cinq exercices, 2010-2015**

Exercice	Nombre de réunions	Nombre d'heures de réunion	Nombre de témoins	Nombre de rapports
2014-2015	13	14,7	-	2
2013-2014	10	12,4	-	2
2012-2013	11	12,1	-	-
2011-2012	11	10,5	-	1
2010-2011	16	18,8	1	1

**D. Dépenses de l'exercice 2014-2015**

(Pour plus de détails, voir la partie III du présent rapport.)

Dépenses budgétaires	1 713 \$
Dépenses des témoins	<u>NÉANT</u>
<b>TOTAL</b>	<b>1 713 \$</b>

**E. Membres du comité pendant l'exercice 2014-2015**

**2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature**

(À partir du 24 octobre 2013)

Coprésident

L'honorable sénatrice Denise Batters (conservatrice) (depuis le 25 septembre 2014)

L'honorable sénateur Bob Runciman (conservateur) (jusqu'au 25 septembre 2014)

Membres du comité (nommés par le Comité de sélection)

Les honorables sénateurs Batters, Campbell, Hervieux-Payette, C.P., Moore, Nancy Ruth, Runciman, Tannas et Unger

Autres sénateurs ayant participé aux travaux du comité

Les honorables sénateurs Charrette-Poulin, Fortin-Duplessis, McInnis, Meredith, Rivard, Smith, C.P. (*Cobourg*), et Stewart Olsen

Cogreffière du comité

Marcy Zlotnick

Analystes et soutien administratif

Shawn Abel, Peter Bernhardt, Evelyne Borkowski-Parent et Cynthia Kirkby (Bibliothèque du Parlement)

Lyne Héroux (adjointe administrative)

## Partie III – Dépenses des comités

### Rapport détaillé sur les dépenses des comités (2014-2015)

Les comités sénatoriaux peuvent présenter une demande de budget, par exemple, pour retenir les services de rédacteurs, de réviseurs ou de conseillers en communication, ou pour effectuer des déplacements. Ces budgets doivent être approuvés par le Sénat. En outre, certaines dépenses sont portées à un budget central géré par la Direction des comités. Il s'agit, notamment, des coûts des vidéoconférences et des frais de déplacement des témoins, qui figurent tous deux dans la colonne B ci-dessous. D'autres dépenses portées à ce budget central figurent dans la colonne C. Il s'agit des frais postaux en général, des dépenses pour les cafés, thés, jus et les repas de travail servis lors des réunions des comités à Ottawa, et des frais de vaccination occasionnés par les déplacements des comités.

#### Réunions et dépenses, 2010-2015

Exercice	Nombre de réunions	Total comités du Sénat (A)	Dépenses des témoins (B)	Autres dépenses (C)	Total des dépenses (A+B+C)
2014-2015	586	866 924 \$	404 067 \$	139 504 \$	<b>1 410 495 \$</b>
2013-2014	422	303 431 \$	212 433 \$	103 393 \$	<b>619 257 \$</b>
2012-2013	513	757 711 \$	298 733 \$	129 818 \$	<b>1 186 262 \$</b>
2011-2012	401	486 556 \$	249 807 \$	107 138 \$	<b>843 501 \$</b>
2010-2011	591	687 050 \$	302 448 \$	197 025 \$	<b>1 186 523 \$</b>

#### Définition des catégories courantes

Le tableau suivant présente le budget et les dépenses réelles de chaque comité réparties entre les dépenses générales (toutes les dépenses non liées aux déplacements du comité) et les déplacements du comité. Les dépenses sont en outre ventilées selon les trois catégories courantes :

1. **Services professionnels et autres** (y compris l'aide à la recherche, les conseillers spécialisés, les services de sténographie et de transcription ainsi que les frais d'accueil);
2. **Transports, hébergement et frais de séjour** (y compris le transport aérien, les hôtels, les indemnités journalières, les repas de travail à l'extérieur d'Ottawa et le transport terrestre);
3. **Autres dépenses** (y compris les frais de messagerie, la location de salles de réunion, le matériel de sténographie et d'interprétation, ainsi que les services d'imprimerie).

## Rapport des budgets et des dépenses des comités (2014-2015)

Comité 2 <sup>e</sup> Session, 41 <sup>e</sup> législature	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
<b>Affaires étrangères et commerce international</b>						
<b>Étude spéciale – Asie-Pacifique</b>	<b>297 566</b>					
✦ <i>Activité 1 : Vancouver, Indonésie et Singapour</i>		297 566	4 900	107 115	224	<b>112 238</b>
<b>TOTAL</b>	<b>297 566</b>	<b>297 566</b>	<b>4 900</b>	<b>107 115</b>	<b>224</b>	<b>112 238</b>
<b>Affaires juridiques et constitutionnelles</b>						
<b>Mesures législatives</b>	<b>5 000</b>					
✦ <i>Dépenses générales</i>		5 000	-	-	1 314	<b>1 314</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 314</b>	<b>1 314</b>
<b>Affaires sociales, sciences et technologie</b>						
<b>Étude spéciale – Produits pharmaceutiques sur ordonnance</b>	<b>20 470</b>					
✦ <i>Dépenses générales</i>		20 470	8 365	-	1 094	<b>9 459</b>
<b>Étude spéciale – L'obésité au Canada</b>	<b>10 360</b>					
✦ <i>Dépenses générales</i>		10 360	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>30 830</b>	<b>30 830</b>	<b>8 365</b>	<b>-</b>	<b>1 094</b>	<b>9 459</b>
<b>Agriculture et forêts</b>						
<b>Étude spéciale – Santé des abeilles</b>	<b>59 250</b>					
✦ <i>Activité 1 : Washington, D.C. (États-Unis)</i>		55 140	1 536	20 073	-	<b>21 609</b>
✦ <i>Activité 2 : Morrisburg (Ontario)</i>		4 110	-	1 225	87	<b>1 312</b>
<b>TOTAL</b>	<b>59 250</b>	<b>59 250</b>	<b>1 536</b>	<b>21 297</b>	<b>87</b>	<b>22 921</b>
<b>Banques et commerce</b>						
<b>Mesures législatives</b>	<b>6 800</b>					
✦ <i>Dépenses générales</i>		6 800	6 245	-	-	<b>6 245</b>
<b>Étude spéciale – Monnaie numérique</b>	<b>78 834</b>					
✦ <i>Activité 1 : New York (États-Unis)</i>		78 834	1 092	33 476	825	<b>35 393</b>
<b>TOTAL</b>	<b>85 634</b>	<b>85 634</b>	<b>7 337</b>	<b>33 476</b>	<b>825</b>	<b>41 637</b>
<b>Conflits d'intérêts des sénateurs</b>						
<b>Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs</b>	<b>50 000</b>					
✦ <i>Dépenses générales</i>		50 000	-	-	-	-

Comité 2 <sup>e</sup> Session, 41 <sup>e</sup> législature	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
<b>TOTAL</b>	<b>50 000</b>	<b>50 000</b>	-	-	-	-
<b>Droits de la personne</b>						
<b>Étude spéciale - Cyberintimidation</b>	<b>7 200</b>					
✦ Dépenses générales		7 200	-	-	-	-
<b>Étude spéciale – Enfants de Syrie (UNHCR et UNICEF)</b>	<b>167 128</b>					
✦ Activité 1 : Beyrouth et Amman (ANNULÉE)		167 128	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>174 328</b>	<b>174 328</b>	-	-	-	-
<b>Énergie, environnement et ressources naturelles</b>						
<b>Étude spéciale – Ressources énergétiques dans le Nord</b>	<b>257 160</b>					
✦ Dépenses générales		13 500	-	-	-	-
✦ Activité 1 : Iqaluit, Kimmirut, Rankin Inlet, Yellowknife, Diavik, What Ti, Whitehorse		243 660	-	128 142	1 672	129 814
<b>TOTAL</b>	<b>257 160</b>	<b>257 160</b>	-	<b>128 142</b>	<b>1 672</b>	<b>129 814</b>
<b>Pêches et océans</b>						
<b>Étude spéciale – Aquaculture</b>	<b>525 721</b>					
✦ Activité 1 : Terre-Neuve-et-Labrador et Nouvelle-Écosse		159 044	6 484	51 922	8 570	66 975
✦ Activité 2 : Norvège et Écosse		162 488	-	77 015	45	77 060
✦ Activité 3 : Nouveau-Brunswick, Île-du-Prince-Édouard et Québec		104 601	4 567	47 772	5 292	57 631
✦ Activité 4 : St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)		90 325	-	34 010	-	34 010
✦ Activité 5 : Expo des produits de la mer d'Amérique du Nord		8 055	-	2 873	518	3 391
✦ Colombie-Britannique (2013-2014)		1 208	-	1 161	46	1 208
<b>TOTAL</b>	<b>525 721</b>	<b>525 721</b>	<b>11 051</b>	<b>214 752</b>	<b>14 471</b>	<b>240 275</b>
<b>Peuples autochtones</b>						
<b>Étude spéciale – Infrastructures dans les réserves des Premières Nations</b>	<b>359 060</b>					
✦ Activité 1 : île de Vancouver et intérieur de la C.-B.		144 470	394	56 926	65	57 385
✦ Activité 2 : Nord-Ouest de l'Ontario		149 190	4 431	73 435	4 295	82 161
✦ Activité 3 : Maniwaki (Québec)		4 790	59	958	-	1 017

Comité 2 <sup>e</sup> Session, 41 <sup>e</sup> législature	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
✦ <i>Activité 4 : Nouvelle-Écosse</i>		60 610	238	24 025	495	24 757
<b>TOTAL</b>	<b>359 060</b>	<b>359 060</b>	<b>5 122</b>	<b>155 343</b>	<b>4 855</b>	<b>165 320</b>
<b>Sécurité nationale et défense</b>						
<b>Étude spéciale – Relations internationales</b>	<b>53 620</b>					
✦ <i>Activité 1 : Washington, D.C. (États-Unis) (ANNULÉE)</i>		53 620	-	-	-	-
<b>Étude spéciale – Services frontaliers</b>	<b>3 510</b>					
✦ <i>Activité 1 : Ottawa (Ontario)</i>		3 510	-	330	-	<b>330</b>
<b>Étude spéciale – Politiques en matière de sécurité nationale et de défense</b>	<b>3 010</b>					
✦ <i>Activité 1 : Ottawa (Ontario)</i>		3 010	-	-	-	-
<b>Étude spéciale – Menaces pour la sécurité</b>	<b>24 380</b>					
✦ <i>Activité 1 : Toronto (Ontario)</i>		24 380	-	11 226	607	<b>11 833</b>
<b>TOTAL</b>	<b>84 520</b>	<b>84 520</b>	<b>-</b>	<b>11 556</b>	<b>607</b>	<b>12 163</b>
<b>Sous-comité des anciens combattants</b>						
<b>Étude spéciale – Anciens combattants</b>	<b>3 900</b>					
✦ <i>Activité 1 : Sainte-Anne-de-Bellevue (Québec)</i>		3 900	-	-	-	-
<b>Étude spéciale – Santé mentale</b>						
✦ <i>Activité 1 : Ottawa – MDN – Centre des services de santé des Forces canadiennes</i>		1 050	-	-	-	-
✦ <i>Activité 2 : Ottawa – Clinique de traitement des traumatismes liés au stress opérationnel d'Anciens Combattants Canada</i>		1 050	-	-	-	-
✦ <i>Activité 3 : Petawawa – Centre intégré de soutien au personnel</i>		2 900	-	-	-	-
✦ <i>Activité 4 : Winnipeg – Clinique TSO Deer Lodge</i>		38 600	-	-	-	-
✦ <i>Activité 5 : Québec – Cliniques du MDN et d'ACC</i>		19 700	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>67 200</b>	<b>67 200</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Transports et communications</b>						
<b>Étude spéciale – CBC/Radio-Canada</b>	<b>351 911</b>					
✦ <i>Activité 1 : Halifax, Québec, Sherbrooke</i>		159 905	5 668	24 040	5 958	<b>35 666</b>
✦ <i>Activité 2 : Toronto</i>		53 173	5 477	10 696	5 571	<b>21 744</b>
✦ <i>Activité 3 : Montréal</i>		49 733	4 937	5 530	5 539	<b>16 006</b>

Comité 2 <sup>e</sup> Session, 41 <sup>e</sup> législature	BUDGET		DÉPENSES			
	Budget total	Budget	Services professionnels et autres	Transports, hébergement et frais de séjour	Autres dépenses	Dépenses totales
✦ <i>Activité 4 : Londres (Royaume-Uni)</i>		89 100	349	54 907	-	55 256
✦ <i>Winnipeg, Yellowknife et Edmonton (2013-2014)</i>		-	-	1 398	-	1 398
<b>Total</b>	<b>351 911</b>	<b>351 911</b>	<b>16 432</b>	<b>96 571</b>	<b>17 067</b>	<b>130 069</b>
<b>Examen de la réglementation (mixte)**</b>						
<b>Comité mixte</b>	<b>3 378</b>					
✦ <i>Dépenses générales</i>		3 378	-	-	920	1 713
<b>TOTAL</b>	<b>3 378</b>	<b>3 378</b>	<b>793</b>	<b>-</b>	<b>920</b>	<b>1 713</b>
<b>TOTAL 41-2</b>	<b>2 351 558</b>	<b>2 351 558</b>	<b>55 536</b>	<b>768 253</b>	<b>43 136</b>	<b>866 924</b>

\*Crédits de transport aérien inutilisés

\*\*Les budgets des comités mixtes sont financés à 70 % par la Chambre des communes et à 30 % par le Sénat. Les montants indiqués dans le tableau représentent la portion du budget et des dépenses revenant au Sénat.

## Ventilation des dépenses pour les témoins et les vidéoconférences (2014-2015)

Comité 2 <sup>e</sup> session, 41 <sup>e</sup> législature	TOTAL	MONTANT
<b>Affaires étrangères et commerce international</b>	<b>12 195</b>	
<i>Mesures législatives</i>		5 499
<i>Étude spéciale – Canada, États-Unis, Mexique</i>		1 961
<i>Étude spéciale – Commerce international</i>		2 847
<i>Étude spéciale – Asie-Pacifique</i>		1 889
<b>Affaires juridiques et constitutionnelles</b>	<b>81 782</b>	
<i>Mesures législatives</i>		81 782
<b>Affaires sociales, sciences et technologie</b>	<b>55 913</b>	
<i>Mesures législatives</i>		32 997
<i>Étude spéciale – Produits pharmaceutiques sur ordonnance</i>		9 428
<i>Étude spéciale – Obésité</i>		13 488
<b>Agriculture et forêts</b>	<b>40 921</b>	
<i>Mesures législatives</i>		11 151
<i>Étude spéciale – Secteur agricole</i>		7 464
<i>Étude spéciale – Accès aux marchés</i>		10 120
<i>Étude spéciale – Santé des abeilles</i>		12 186
<b>Banques et commerce</b>	<b>18 386</b>	
<i>Mesures législatives</i>		9 874
<i>Étude spéciale – Monnaie numérique</i>		8 512
<b>Droits de la personne</b>	<b>17 016</b>	
<i>Mesures législatives</i>		8 594
<i>Étude spéciale – Obligations</i>		1 025
<i>Étude spéciale – Enfants de Syrie</i>		3 431
<i>Étude spéciale – Convention de La Haye sur l'enlèvement international d'enfants</i>		3 967
<b>Énergie, environnement et ressources naturelles</b>	<b>33 174</b>	
<i>Mesures législatives</i>		21 640
<i>Étude spéciale – Ressources énergétiques dans le Nord canadien</i>		10 037
<i>Étude spéciale – Centres d'appels uniques</i>		1 496
<b>Finances nationales</b>	<b>4 733</b>	
<i>Mesures législatives</i>		4 157
<i>Étude spéciale – Budget principal des dépenses 2014-2015</i>		576
<b>Langues officielles</b>	<b>26 538</b>	
<i>Mesures législatives</i>		3 730
<i>Étude spéciale – Système d'immigration</i>		15 694
<i>Étude spéciale – CBC/Radio-Canada</i>		736
<i>Étude spéciale – Apprentissage de la langue seconde</i>		6 377
<b>Pêches et océans</b>	<b>22 865</b>	
<i>Étude spéciale – Aquaculture</i>		22 865
<b>Peuples autochtones</b>	<b>48 282</b>	
<i>Mesures législatives</i>		9 417
<i>Étude spéciale – Infrastructures des Premières Nations</i>		38 865
<b>Règlement, procédure et droits du Parlement</b>	<b>1 633</b>	
<i>Mesures législatives</i>		1 633



<b>Comité 2<sup>e</sup> session, 41<sup>e</sup> législature</b>	<b>TOTAL</b>	<b>MONTANT</b>
<b>Sécurité nationale et défense</b>	<b>24 370</b>	
<i>Mesures législatives</i>		<b>3 129</b>
<i>Étude spéciale – Relations internationales</i>		<b>4 960</b>
<i>Étude spéciale – Services frontaliers</i>		<b>1 042</b>
<i>Étude spéciale – Politiques en matière de sécurité nationale et de défense</i>		<b>1 443</b>
<i>Étude spéciale – Menaces pour la sécurité</i>		<b>13 797</b>
<b>Sous-comité des anciens combattants</b>	<b>3 783</b>	
<i>Étude spéciale – Anciens combattants</i>		<b>408</b>
<i>Étude spéciale – Santé mentale</i>		<b>3 374</b>
<b>Transports et communications</b>	<b>12 476</b>	
<i>Mesures législatives</i>		<b>3 301</b>
<i>Étude spéciale – CBC/Radio-Canada</i>		<b>9 175</b>
<b>TOTAL</b>	<b>404 067</b>	<b>404 067</b>

*Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.*